

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Été 2002

N°160

0,80 €

Ouvriers de tous les pays, unissez-vous !

**La guerre de l'Europe capitaliste contre les immigrés
est une guerre contre tous les ouvriers**

**Pleins droits de citoyenneté
pour tous les immigrés ! Halte aux expulsions !**

Le lendemain d'une puissante grève générale qui a paralysé l'Espagne le 20 juin, les gouvernants de l'Europe capitaliste se rencontraient à Séville pour intensifier leur guerre contre les immigrés ; cette guerre est le fer de lance d'une offensive contre le prolétariat dans son ensemble. La concurrence économique entre les nations dominantes de l'Union européenne (UE), qui sont en pleine récession

Déclaration de la Ligue communiste internationale

économique, a fait que le sommet de Séville n'a pas pu atteindre le but qu'il s'était donné, à savoir établir des mesures d'Etat policier supranationales comme des patrouilles conjointes aux frontières, sur terre comme sur mer ; mais c'est ce que les gardiens de la forteresse Europe promettent, et même plus. En même temps chaque bourgeoisie essaye de surpasser l'autre pour rendre l'immigration plus difficile et intensifier les mesures policières contre les immigrés, dans le but d'enrégimenter toute la population, de faire baisser les salaires et de faire des coupes sombres dans les acquis sociaux qui ont été arrachés par des années de lutte de classe.

Le sommet de Séville a profité du succès électoral de fascistes comme Le Pen et le British National Party (BNP) pour se lancer dans la démagogie anti-immigrés. Le racisme anti-immigrés est un moyen qui a fait ses preuves pour diviser le prolétariat et détourner de la lutte des classes. Mais au fond la campagne anti-immigrés n'est pas causée par de «mauvaises idées» mais par le fonctionnement de l'économie capitaliste, et cette campagne est menée autant par des politiciens de gauche que de droite. Quand on avait besoin de main-d'œuvre en



Arrestation de sans-papiers à Barcelone

Europe de l'Ouest, en partie à cause d'une baisse du taux de natalité, on a fait venir un grand nombre d'immigrés. Maintenant que l'Europe est en récession, la bourgeoisie n'a plus besoin des immigrés comme source de main-d'œuvre à bon marché ou même comme «armée de réserve» du travail. Ce serait embellir la démocratie bourgeoise que de croire qu'il n'y a que les fascistes qui peuvent expulser les immigrés en masse. Cela est en fait arrivé lors de la grande crise économique des années 1930 en France où le nombre d'ouvriers étrangers a diminué d'un demi-million, grâce à des expulsions massives. Et ces ouvriers étaient en grande partie européens et catholiques, bien plus faciles à assimiler que les Maghrébins et les Africains qui sont soumis de force à la ségrégation. A la même époque, les immigrants mexicains ont été expulsés en masse des Etats-Unis.

Il y a dix ans, l'Union soviétique a été détruite par une contre-révolution capitaliste. Cette défaite monumentale pour la classe ouvrière internationale, ainsi que le triom-

M 02651 - 160 - F: 0,80 € - RD



phalisme bourgeois qui s'en est suivi, prétendant que « le communisme est mort », a fait régresser la conscience du prolétariat et de la jeunesse qui confondent les traîtres staliens avec le communisme. La domination capitaliste en Europe n'est pas aujourd'hui remise en question par un prolétariat subjectivement révolutionnaire et insurrectionnel, et c'est essentiellement par le fonctionnement normal



Des centaines de flics ont attaqué à l'aube du 24 juin cet immeuble où habitait Mohamed Berrichi, tué le 23 mai lors d'une intervention de la Brigade anti-criminalité (la sinistre BAC).

du système capitaliste que la classe ouvrière, les minorités à la peau foncée et les populations immigrées d'Europe se font réprimer : des flics dans les quartiers ghettos aux tribunaux capitalistes en passant par les prisons, qui sont remplies d'un nombre disproportionné d'immigrés et de minorités opprimées. Dans ce contexte, des partis qui sont historiquement fascistes dans leurs conceptions et leurs intentions, comme le Parti de la liberté de Haider en Autriche et le Front national de Le Pen, progressent essentiellement en tant que phénomène électoral et groupes de pression sur les grands partis bourgeois.

On ne peut en finir avec les flux et reflux de l'économie capitaliste mondiale, qui causent tant de misère humaine, qu'en remplaçant le capitalisme par une révolution socialiste prolétarienne. Ceux qui, comme les dirigeants sociaux-démocrates et leurs suivistes « de gauche », acceptent le cadre capitaliste, deviennent nécessairement complices dans la campagne raciste, dans laquelle ils jouent même parfois un rôle de fer de lance. La machine répressive a accéléré sa cadence depuis le 11 septembre, mais la plupart des lois et des politiques anti-immigrés et « antiterroristes » avaient été mises en place depuis pas mal d'années par les gouverne-

ments de « gauche ». D'ailleurs en France le Parti socialiste qui vient de perdre les élections, et qui a été au gouvernement dans une coalition de front populaire avec le Parti communiste et les Verts, est furieux que le nouveau gouvernement de droite s'attribue le mérite de la campagne sécuritaire raciste dont la gauche est en fait l'auteur. Pour pouvoir gouverner au compte des capitalistes les partis historiques de la classe ouvrière française, les dirigeants communistes et socialistes, ainsi que leurs homologues dans la bureaucratie syndicale, fomentent des divisions religieuses, nationales et ethniques et empoisonnent ainsi la conscience de classe et la solidarité entre les ouvriers. C'est ainsi que le front populaire a pavé la voie au score faramineux de Le Pen lors des élections présidentielles, et à la victoire d'un gouvernement plus droitier.

La soi-disant « extrême gauche » porte aussi une grande part de responsabilité. Une organisation comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) du Secrétariat unifié a commencé par voter ces dernières années pour le front populaire de Jospin... pour finir avec un appel à « barrer la route à Le Pen », autrement dit à voter Chirac. Même pour la LCR qui a depuis longtemps l'attitude et la rigidité d'un serpent, c'est tomber si bas qu'elle s'est trouvée obligée de muer plutôt que de défendre son crime. Les militants de la LCR ont activement et énergiquement participé aux manifestations massives qui ont secoué la France, mais c'était pour détourner la rage justifiée des jeunes contre le racisme du Front national de Le Pen vers l'unité républicaine réactionnaire avec Chirac. De même en Angleterre, le Socialist Workers Party a appelé à s'opposer aux fascistes du BNP en votant pour « n'importe qui d'autre », autrement dit même pour des partis bourgeois mais tout particulièrement pour le Parti travailliste de Blair. La LCR et le SWP prétendaient que le danger fasciste était imminent afin de pouvoir d'autant mieux apporter des voix au Parti travailliste et même à Chirac. De toute façon dans les situations où les bandes fascistes sont vraiment une menace, ce n'est pas avec des moyens parlementaires qu'on peut les arrêter, mais c'est en mobilisant le prolétariat pour les écraser.

Défense des immigrés, défense de la classe ouvrière !

En Italie, dans le cadre du nouvel arsenal de répression on rafle même les immigrés pour prendre leurs empreintes digitales, comme si être non-européen faisait de vous un « délinquant ». Le Vatican proteste contre les mariages entre chrétiens et musulmans, et la police lance l'opération « jeunes mariés » pour espionner les mariages mixtes. Les permis de séjour sont limités à la durée des contrats de travail, de sorte que les ouvriers agricoles saisonniers sont en séjour irrégulier dès qu'ils ont fini une récolte, et les employeurs italiens sont obligés de payer d'avance l'Etat pour l'expulsion d'immigrés qui resteraient après leur contrat de travail. Ce n'est même pas rationnel du point de vue de la bourgeoisie qui a besoin de main-d'œuvre agricole à bon marché. Le consortium capitaliste italien a négocié avec le gouvernement italien des exemptions aux quotas ridiculement bas pour trois professions : les infirmières, les employées de maison et... les footballeurs, ce qui montre bien quelles sont les préoccupations de la bourgeoisie !

Partout le droit d'asile est de plus en plus remis en cause. En Grande-Bretagne, Blair promet l'expulsion immédiate et sans appel aux demandeurs d'asile dont la de-

Suite page 27

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez
Directeur de publication: Xavier Benoît

Réalisation: Guillaume José
Diffusion: Michael O'Connell

Le Bolchévick, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

L'adhésion à l'OMC approfondit la pénétration impérialiste

La Chine secouée par des manifestations ouvrières



Des ouvriers qui manifestent contre les licenciements massifs et le non-paiement de leurs retraites dans la ville de Liaoyang portent des portraits de Mao Zedong. Le 21 mars, lors d'un rassemblement, une banderole réclame la libération de dirigeants ouvriers emprisonnés.

Défense des acquis de la Révolution de 1949!

Nous reproduisons ci-après la traduction de la première partie d'un article publiée dans Workers Vanguard (17 mai), journal de nos camarades américains.

* * *

En mars dernier, le cœur industriel de la Chine a connu les plus importantes manifestations ouvrières depuis 1989. Il y a treize ans, la classe ouvrière, mécontente de l'inflation et de la corruption généralisées qu'apportaient les «réformes de marché» du régime du Parti communiste chinois (PCC), avait fait massivement irruption dans les manifestations initialement étudiantes centrées sur la place Tiananmen ; elle mettait ainsi à l'ordre du jour la possibilité d'une révolution politique pour balayer la bureaucratie stalinienne. Ces dernières années, des millions d'ouvriers ont été jetés dans la lutte quand les industries étatisées qui forment le cœur des fondations collectivisées de l'Etat ouvrier déformé chinois se sont retrouvées dans le collimateur des «réformes de marché». Ces luttes, qui s'étendent aux «zones économiques spéciales» (ZES) capitalistes et aux régions paysannes de l'intérieur du pays, sont amenées à s'intensifier au fur et à mesure que l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ouvre la porte à une pénétration impérialiste plus profonde,

menaçant par là même les conditions d'existence de millions d'ouvriers et de paysans.

La vague actuelle de manifestations de masse représente une résistance spontanée de la classe ouvrière chinoise aux conséquences funestes de la course accélérée vers la restauration capitaliste, au nom des «réformes de marché». Ce qui est en jeu, c'est la défense des acquis sociaux de la Révolution chinoise de 1949, qui a renversé la bourgeoisie chinoise, libéré le pays du joug impérialiste et établi un Etat ouvrier basé sur une économie planifiée et collectivisée.

Des manifestations ont éclaté le 1^{er} mars dans les champs pétrolifères de Daqing, dans la province du Heilongjiang, dans le nord-est du pays. Pendant plus de deux semaines, les ouvriers organisaient tous les jours des manifestations contre les coupes sombres dans les retraites, les soins médicaux et les subventions pour le fioul domestique. Quand ces champs pétrolifères ont été mis en exploitation, au début des années 1960, les ouvriers de Daqing étaient considérés comme des héros de la campagne d'industrialisation de la Chine. Les ouvriers qui travaillaient dans ce genre d'industries d'Etat bénéficiaient du «bol de riz en fer», la garantie du logement, de l'éducation, des soins médicaux et des retraites. Mais avec le quasi-épuisement des gisements, plus de 80 000 ouvriers ont été licenciés au cours des trois dernières années. Quand les autorités ont exigé que les ouvriers restituent la plus grande partie de leurs indemnités de licenciement pour payer une prime d'assurance destinée à financer les soins médicaux et les retraites, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ; les manifestations se sont rapidement étendues à des champs pétrolifères éloi-

gnés, comme ceux de la province du Xinjiang, à la frontière de l'Asie centrale.

« Les cadres touchent des avantages substantiels, et nous, rien », expliquait un ouvrier. Les autorités ont tenté de discréditer les ouvriers en prétendant que les manifestations avaient été infiltrées par les réactionnaires du mouvement Falun Gong. Finalement, la police anti-émeute et des unités de la Police populaire armée – une force mise sur pied au milieu des années 1980 pour réprimer l'agitation sociale croissante – ont été mobilisées depuis les villes environnantes pour mater les manifestations.

Un rapport officiel publié par Pékin le 29 avril, et intitulé « Travail et sécurité sociale en Chine », déclare qu'entre 1998 et 2001, plus de 25 millions d'ouvriers ont été licenciés par les entreprises d'Etat (la Banque mondiale avance le chiffre de 36 millions). Ces licenciements sont le résultat des mesures prises par le régime pour « réformer », fermer ou privatiser les usines jugées « inefficaces » selon les standards du marché capitaliste mondial. Dans un article sur les manifestations de Daqing, le *Far Eastern Economic Review* (4 avril) écrit que « depuis 1998, les licenciements ont provoqué des dizaines de milliers de conflits similaires, mais plus petits. Terrifié à l'idée que ces conflits puissent se transformer en un mouvement à l'échelle du pays, le gouvernement s'est employé à réprimer la dissidence et à empêcher les groupes protestataires des différentes villes et provinces d'établir des liens entre eux. »

Ce qu'il y a derrière les craintes du régime, on a pu le voir dans la ville de Liaoyang, où les manifestations ont coïncidé avec celles de Daqing, plusieurs centaines de kilomètres plus au nord. Des ouvriers de l'usine métallurgique des Ferro-alliages de Liaoyang, qui avait fermé ses portes, organisaient chaque jour des manifestations pour exiger le paiement des retraites et des arriérés de salaire qui leur étaient dus. Ils exigeaient aussi l'arrestation des dirigeants de l'usine, qui avaient vendu l'équipement de l'usine et empoché l'argent. Comme dans la plupart des manifestations récentes, ceux qui défilaient à Liaoyang étaient principalement des ouvriers licenciés et des retraités. Mais les rangs des manifestants ont grossi ; ils ont été rejoints par 30 000 ouvriers venus de 20 usines de la région. Un ouvrier de l'Usine chimique de Liaoyang expliquait que « cette action n'est pas organisée ; beaucoup d'ouvriers d'autres usines nous ont rejoints uniquement parce qu'ils ont les mêmes problèmes que l'usine de Ferro-alliages ».



Hu Jintao, le vice-président chinois, en visite à Wall Street le 29 avril

La police, craignant de ne plus pouvoir contenir les manifestations, a arrêté quatre dirigeants ouvriers et, le 20 mars, elle a évacué plusieurs centaines de manifestants de l'enceinte de l'hôtel de ville, où ils s'étaient rassemblés pour remettre une pétition. Selon les témoins, des responsables essayaient également de désamorcer la situation en versant aux ouvriers la moitié de leurs arriérés de salaires et en annonçant qu'ils paieraient bientôt une partie des allocations chômage et des retraites. Mais les ouvriers disent qu'il ne s'agit là que d'une petite partie de ce qui leur est dû.

Les manifestations ont atteint la capitale le 27 mars, quand environ 200 retraités de l'automobile ont organisé une manifestation spectaculaire devant les Ateliers d'automobiles et de motocyclettes de Pékin, bloquant pendant plusieurs heures la circulation sur une des principales artères de la capitale. Ces retraités exigeaient que leur soient versés des arriérés de retraites, et protestaient contre le vol de la propriété de l'Etat par les cadres des entreprises. Des actions similaires se sont multipliées dans toute la Chine. En avril, les mineurs de charbon de la province de Liaoning ont bloqué à plusieurs reprises des lignes de chemin de fer pour protester contre des licenciements. Dans le sud-ouest de la Chine, un millier de métallos retraités, dont une majorité de femmes, ont bloqué deux autoroutes devant l'Usine sidérurgique de Guiyang, une entreprise d'Etat, pour protester contre le montant dérisoire de leurs retraites. Et début mai, les manifestations de protestation reprenaient à Liaoyang pour exiger la libération des quatre dirigeants ouvriers emprisonnés ; des affiches ont fait leur apparition dans des foyers pour travailleurs de Liaoyang, réclamant des enquêtes sur des cadres corrompus de l'usine.

Défense de la Chine contre la contre-révolution capitaliste !

La Révolution de 1949, malgré de profondes déformations bureaucratiques, a été une révolution sociale d'importance historique mondiale. Des centaines de millions de paysans se soulevèrent et prirent possession de la terre sur laquelle leurs ancêtres subissaient depuis des temps immémoriaux une

Suite page 13

Spartacist
édition
française n° 31
(automne 1997)

1,50€
(64 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Le front populaire ouvre la voie aux fascistes

Ce qu'est le trotskysme et ce qu'il n'est pas

Nous reproduisons ci-après une présentation faite lors de la journée d'études de la Ligue trotskyste le 18 mai à Paris.

* * *

Le premier tour des élections a représenté une répudiation cinglante de la coalition de front populaire du PS, du PC et des Verts (la « Gauche plurielle ») qui a gouverné la France capitaliste pendant cinq ans. La principale leçon c'est que c'est les attaques anti-ouvrières et anti-immigrées de Jospin qui ont pavé la voie pour que Le Pen finisse deuxième aux élections. Comme nous l'avons écrit juste après le 21 avril :

« Ces élections montrent que la haine justifiée qu'a accumulée la classe ouvrière pour ce gouvernement peut être exploitée par des démagogues fascistes. C'est pourquoi la lutte contre l'oppression raciste est si centrale dans la lutte anticapitaliste. »

C'est précisément ce que nous les trotskystes nous avons fait. Pour ne parler que de ces derniers mois nous avons immédiatement réagi en France à l'attentat du World Trade Center en dénonçant le fait que le gouvernement se servait de cet attentat criminel pour augmenter la répression raciste ici en criminalisant les jeunes notamment d'origine maghrébine : le gouvernement PS-PC-Verts les a présentés tour à tour comme des délinquants qui dévalisent les vieilles dames, des antisémites qui brûlent des synagogues, des partisans du terrorisme indiscriminé et criminel de Ben Laden. Avec cela il a renforcé l'appareil de répression policière, centralement avec Vigipirate renforcé qui s'est accompagné de contrôles d'identité au faciès et de l'augmentation des déportations de sans-papiers ; il a passé de nouvelles lois répressives ; il a réagi aux manifestations réactionnaires de flics en annulant dans les faits la légère régression des détentions provisoires et gardes à vue qu'avait accompagnée la loi sur la présomption d'innocence, et en augmentant massivement les salaires et « conditions de travail » des flics.

Si nous nous sommes dressés avec force contre toutes ces mesures, ce n'est pas seulement parce que nous nous plaçons fermement du côté des victimes de la terreur raciste de l'Etat bourgeois. C'est aussi parce que la terreur raciste, maquillée en campagne contre l'« insécurité », est en France l'un des mécanismes principaux de la collaboration de classes. C'est l'un des principaux obstacles à l'unité de la classe ouvrière multiethnique de ce pays, notamment dans ses bastions de l'automobile ou du bâtiment.

Pour nous la société est scindée en classes sociales, définies par leur rapport aux moyens de production des richesses : il y a d'un côté les travailleurs qui n'ont que leur force de travail à vendre, alors que c'est eux qui produisent



A gauche, Trotsky. A droite, Cannon, un fondateur du Parti communiste américain et plus tard le principal dirigeant trotskyste aux USA.

les biens dont la société a besoin pour se maintenir et se développer. De l'autre côté il y a la classe des capitalistes, une infime minorité de la population qui possède ces moyens de production comme sa propriété privée et les met en œuvre non pour augmenter rationnellement les richesses produites pour tout le monde, mais pour accroître les profits qu'elle extorque des travailleurs. Cette organisation irrationnelle de la société cause régulièrement des crises économiques qui voient des fermetures d'usines massives alors que la pénurie augmente, et des guerres entre les différentes bourgeoisies nationales pour se repartager le butin au niveau international.

Il est fondamental de comprendre pourquoi nous nous plaçons du côté de la classe ouvrière. Ce n'est pas parce qu'elle est plus « progressiste » ou moins raciste aujourd'hui que la bourgeoisie. Les impressionnistes petits-bourgeois auront noté que le vote Le Pen était beaucoup plus faible dans les beaux quartiers parisiens que dans les banlieues ou les anciennes villes minières ou industrielles du Nord frappées par la dévastation et le chômage chronique. Est-ce qu'on devrait du coup se tourner plein d'espoir vers ces gens-là comme la force du progrès ?

Notre orientation prolétarienne découle de notre compréhension des mécanismes fondamentaux de la société. La classe ouvrière, de par sa place dans la production, a non seulement la puissance sociale pour renverser le système capitaliste, mais aussi l'intérêt historique pour le faire. Aujourd'hui elle n'a pas cette conscience. En fait sa conscience a régressé au point qu'un nombre non négligeable de travailleurs a voté pour Le Pen, prenant les immigrés comme boucs émissaires de leur propre misère. Et la cause

Suite page 19

Les zigzags de LO

Nous publions ci-après un tract de la LTF « Pourquoi nous n'appelons toujours pas à voter LO », distribué avant les élections législatives du 9 juin. LO n'a cessé ces derniers mois de zigzaguer entre capituler à la campagne sécuritaire raciste, et s'adapter aux mobilisations antiracistes contre Le Pen. Pendant les présidentielles LO s'était distinguée par son opposition à tous les partis gouvernementaux. A peine un mois plus tard, aux législatives, ils ont appelé à voter PCF contre le FN, alors que le PC pendant cinq ans au gouvernement a pavé la voie à la montée de la réaction. L'opportunisme ne paie pas : LO a fait avec à peine plus de 1% son plus mauvais score électoral depuis bien des années. Comme nous le disions déjà dans notre lettre ouverte à LO du 10 mars : « il n'y a aucun parti dans ces élections représentant dans un sens réel les intérêts des travailleurs ».

Pourquoi nous n'appelons toujours pas à voter LO

Paris, 17 mai - Quiconque pensait que LO s'était finalement réveillée pour combattre l'oppression raciste et la campagne sécuritaire qui cible surtout les ouvriers à la peau foncée en France, va être cruellement déçu. Malgré leur opposition louable au marais de l'unité réactionnaire avec Chirac lors du deuxième tour des présidentielles (un marais où les misérables de la LCR ont sauté à pieds joints), et malgré leur reconnaissance (mieux vaut tard que jamais) que les gouvernements Mitterrand et Jospin ont pavé la voie à Le Pen avec leur politique anti-immigrés, LO vient de retourner à nouveau à sa ligne honteuse de capitulation devant la répression policière, exactement une semaine après la nomination du nouveau gouvernement par le « premier flic de France » Jacques Chirac.

Face au renforcement du plan Vigipirate (sur lequel LO maintient un silence assourdissant), face aux rafles anti-femmes et anti-immigrés dans les quartiers populaires, LO donne ses conseils sur comment il faut mieux fliquer les banlieues et ne prononce pas un seul mot contre la terreur raciste ! LO « s'oppose » au gouvernement Chirac parce que sa campagne sécuritaire n'est pas assez efficace ! On comprend mieux maintenant le contenu de l'appel malodorant de LO aux électeurs de Le Pen de ne pas revoter pour lui. Au lieu de défendre les immigrés et tous ceux qui sont visés par les CRS et les rafles racistes, LO déclare dans son éditorial de cette semaine :

« Le premier geste de Sarkozy, nouveau ministre de l'Intérieur, est une mise en scène le montrant, dans une commune de Seine-Saint-Denis, accompagnant une ronde de police dans les quartiers populaires. Cela ne résoudra pas l'insécurité dans les quartiers populaires, cela ne supprimera ni le proxénétisme, ni l'exploitation de ces malheureuses venant des pays de l'Est, mais cela satisfera les bien-pensants et restaurera à bon compte l'autorité de l'Etat sur les plus faibles. »

Face à cette prostitution de LO à la « moralité » bourgeoise imposée par les CRS, on se demande ce qu'ils vont dire dans leur exposition sur la bible dans le chapiteau « scientifique » cette année à la fête de LO.

Dans le même numéro de *Lutte Ouvrière* (17 mai) il y a un gros article où LO explique comment il faut vraiment combattre la criminalité. Depuis le 11 septembre et le renforcement du plan Vigipirate les jeunes des banlieues sont étouffés par une armée de flics qui les contrôlent dans le métro, dans les rues, et dans les halls de leurs propres immeubles. Au moment où le gouvernement Chirac annonce une aggravation de l'occupation policière de Paris avec 400 flics de plus, LO écrit : « La politique de restrictions budgétaires de l'Etat a entraîné à son tour une... quasi disparition de la présence de policiers dans les quartiers populaires ». Mais, vous habitez sur quelle planète, LO ? La France est le pays européen avec le plus de flics par habitant (un pour 265) ; les flics sont les chiens de garde du capital contre la classe ouvrière et les opprimés.

Dans le même article, LO revendique :

« Quant aux tâches de police indispensables à la vie en collectivité, elles devraient être assurées par des personnes suffisamment proches des habitants du quartier où elles sont affectées pour pouvoir ainsi désamorcer bien des conflits. »

Il faut dire que c'est *criminel* pour un soi-disant parti de gauche de parler des « tâches de police indispensables » ! Leurs tâches c'est de briser les grèves et d'opprimer les jeunes qui s'opposent à cette société qui ne leur offre pas d'avenir ! En plus, la proposition de LO qu'il faut redéployer encore plus de policiers et gendarmes dans les banlieues/ghettos, et qu'il faut rapprocher la police des cités, avait déjà été mise en place par le gouvernement Jospin et ça a provoqué des émeutes contre la répression policière !

Pour camoufler cette ligne pourrie, peut-être que LO va vous rappeler leurs articles plus sains (et rares) en défense des sans-papiers et contre les campagnes racistes de tous les gouvernements depuis vingt ans, des articles qu'elle a publiés alors que le pays était secoué par les gigantesques manifestations antiracistes et anti-Le Pen. Sur les zigzags de LO il faut noter que LO a plié devant les mobilisations antiracistes de la jeunesse, mais elle n'a pas rompu avec sa ligne grotesque et historique. Il semble alors que ses déclarations contre les campagnes anti-immigrés passées des gouvernements Mitterrand et Jospin n'étaient que de la décoration pour cacher leur capitulation devant la campagne sécuritaire actuelle.

Nous disons : Méfiez-vous de la publicité mensongère ! Leur opposition à la collaboration de classes est vidée de tout contenu par leur capitulation à la campagne sécuritaire raciste, qui est un mécanisme crucial en France pour assujettir les travailleurs à leur propre bourgeoisie. Comme nous l'expliquions dans notre lettre ouverte à LO (*le Bolchévik* n° 159, printemps 2002), l'indifférence de LO à l'oppression raciale est la conséquence de leur perspective de collaboration de classes, de réformer le système capitaliste au lieu de balayer ce système pourri avec une révolution ouvrière socialiste. Il n'y a aucun parti dans ces élections pour lequel on puisse voter pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés. Il faut le construire. La Ligue trotskyste de France lutte pour un vrai parti ouvrier révolutionnaire multiethnique. Nous disons : **A bas Vigipirate ! A bas la campagne sécuritaire raciste ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Stoppez les déportations et les rafles racistes !** ■

Une « nouvelle force » pour le vieux marais social-démocrate

Le vote Chirac : la LCR touche le fond

Le président Jacques Chirac a été réélu le 21 mai contre le candidat fasciste du Front national (FN), Jean-Marie Le Pen. Tous les partis du gouvernement Jospin, le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PC), les Verts ainsi que les pseudo-trotskyistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ont soutenu Chirac lors du deuxième tour des présidentielles. Ils ont présenté Chirac comme le défenseur des « valeurs républicaines » contre le fascisme, tout en sachant très bien que le score de Le Pen est avant tout un phénomène électoral actuellement (voir la déclaration de la LCI en première page). Bien sûr la LCR a cherché à cacher son scandaleux soutien à Chirac en prétendant qu'ils avaient seulement « voté contre Le Pen ». Ils prennent la classe ouvrière pour des idiots ou quoi? Voici ce que leur comité central a décidé le 28 avril: « Le CC de la Ligue confirme les positions adoptées par la LCR dès le 21 avril au soir et, dans ce cadre, rappelle la nécessité de barrer la route à l'extrême droite dans la rue comme dans les urnes. Cela se traduira par voter contre Le Pen le dimanche 5 mai et préparer, dès le lundi 6 mai, les conditions d'un "Tous ensemble" contre la politique de Chirac » (communiqué sur le site Internet de la LCR). Et de même Besancenot a appelé « à voter massivement contre Le Pen au second tour du scrutin présidentiel ». Comment est-ce que quiconque pouvait suivre ces consignes sans mettre dans l'urne un bulletin Chirac le 5 mai?

Dans la LCI nous nous sommes opposés à cette unité nationale « démocratique » autour de Chirac, car cela voulait dire donner un soutien politique sous la forme d'un vote à un candidat de la bourgeoisie, l'ennemi de classe des travailleurs. En fait, c'est le gouvernement PS-PC qui a pavé la voie pour la victoire de la droite et qui a alimenté le FN. Ils ont mis en place les « 35 heures » qui ont accru l'austérité et mené à des cadences infernales dans les usines. Le racisme anti-immigrés a été attisé par la campagne sécuritaire Vigipirate qui vise les jeunes issus de l'immigration, notamment depuis le 11 septembre. Un gouvernement de droite sous Chirac, encore plus ouvertement répressif que le gouvernement Jospin, ne pouvait certainement pas « barrer la route à Le Pen », mais au contraire, il va alimenter le racisme, le chômage et les désillusions qui ont conduit à la montée de Le Pen.

Quand les jeunes sont descendus dans la rue par centaines de milliers dans les jours qui ont suivi le premier tour des présidentielles afin de protester contre Le Pen, la LCR et son organisation de jeunesse, la JCR, ont jeté toutes leurs forces pour canaliser cette explosion spontanée derrière le parlementarisme bourgeois. Dans une brochure qui contient des « propositions de la LCR pour les élections législatives » du 9 juin, la LCR a écrit: « Si le bulletin Chirac a pu être utilisé comme le moyen de barrer la route à Le Pen, le président du RPR et la droite dans son ensemble ne peuvent constituer un rempart face au Front national » (*Face à Chirac et à Le Pen, affirmons une gauche radicale*, brochure LCR, non datée). Voilà bien le signe d'une organisation sans principes et opportuniste qui dit aux travailleurs, aux jeunes et aux opprimés de voter pour un candidat bourgeois, tout en sachant par avance qu'il ne pouvait pas



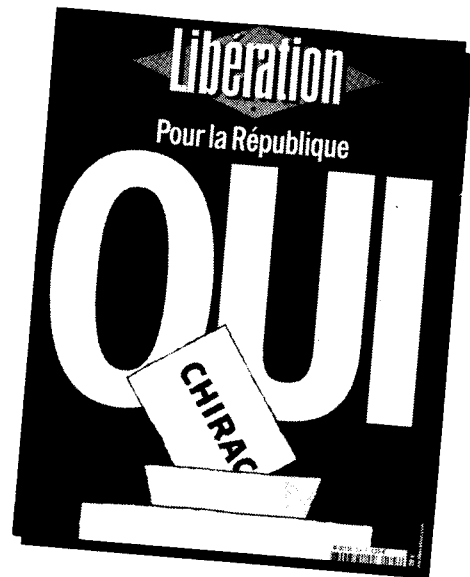
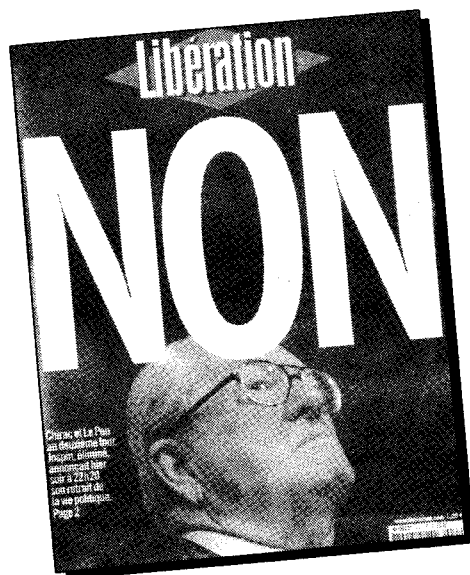
Le lendemain du score des fascistes de Le Pen les jeunes sont descendus dans la rue en masse. La LCR et la JCR ont jeté toutes leurs forces pour ramener cette explosion spontanée dans le cadre du parlementarisme bourgeois.

« constituer un rempart face au Front national ».

Aujourd'hui, la LCR fait parfois comme si elle n'avait pas voté Chirac. Son groupe de jeunesse dit même s'y être opposé. Très bien, mais qu'est-ce qu'ils ont fait pour s'y opposer? Même dans les pages de *Rouge* on peut lire des lettres de lecteurs en colère contre le vote Chirac, mais par contre il n'y a rien de tel dans *RED*, le journal de la JCR. S'il était vrai que la JCR s'opposait au vote Chirac, ce qui aurait été posé c'est de rompre avec la politique mensongère et réformiste de la LCR au lieu de faire campagne pour ses candidats « 100 % à gauche ». Est-ce qu'il y a des divergences réelles entre la JCR et la LCR, ou est-ce que la JCR se laisse manipuler cyniquement par la LCR pour lui servir de couverture de gauche?

Le vote Chirac par la LCR a été déterminé par des années de soutien à des coalitions bourgeoises de front populaire, depuis Mitterrand dans les années 1970 et 1980 jusqu'aux récentes élections législatives où ils ont appelé « à voter pour le candidat de gauche présent au second tour » contre le Front national (déclaration du bureau politique, publiée dans *Rouge*, 13 juin). Pour nous dans la LTF, il n'y avait rien à choisir entre la « gauche » et la « droite » dans les élections législatives (y compris au deuxième tour) car l'une comme l'autre promettait de mettre en place une politique anti-immigrés et anti-ouvrière dans le cadre du maintien du système capitaliste. Pour que la classe ouvrière s'engage dans une lutte contre l'ordre capitaliste, il lui faut son indépendance de classe face à la bourgeoisie et ses partis, et c'est pour cela que nous luttons.

Les élections législatives ont donné à la droite une majorité importante au parlement, quoiqu'avec un taux historique d'abstention parmi les travailleurs et les jeunes. Nicolas Sarkozy, le nouveau ministre des flics, a annoncé la couleur avec la « tolérance zéro » raciste, qui vise à criminaliser les immigrés et leurs enfants dans les banlieues; il a promis aussi d'éradiquer la loi de 1945 qui traite les mineurs délinquants dans une vision de « rééducation » plutôt que de



En parfaite symbiose avec la presse bourgeoise comme *Libération* : *Rouge* canalise le « non » massif des travailleurs et des jeunes à Le Pen en un « votons contre Le Pen », c'est-à-dire concrètement un « oui » à Chirac.

«répression». Tout ce dispositif sécuritaire avait en fait été planifié par le gouvernement PS-PC-Verts, qui s'est d'ailleurs amèrement plaint que la droite lui vole son programme. Des attaques anti-ouvrières continueront aussi avec le maintien du SMIC au plus bas, avec les privatisations et avec une tentative d'introduire un «service minimum» anti-syndical et anti-ouvrier à la SNCF.

La LCR et la campagne sécuritaire sur la délinquance

Avec la *droite* au pouvoir, la LCR a commencé à avoir plus d'articles sur le racisme et la terreur policière, alors que sous le gouvernement de Jospin la LCR ne s'était pas opposée à la mise en place de Vigipirate : c'était *leur* gouvernement «de gauche», qu'ils avaient aidé à mettre au pouvoir (ils ne veulent pas reconnaître Chirac comme leur gouvernement, mais ils ont tout autant aidé à l'élire). Mais l'opposition de la LCR reste dans le cadre du système capitaliste. La LCR dit que «les lois Pasqua, Debré et Chevènement doivent être abrogées... Il faut régulariser tous les sans-papiers» et ils posent que «l'Etat doit fournir les moyens matériels, financiers et humains de retisser le maillage social» dans les cités et les banlieues (*Face à Chirac et à Le Pen...*, brochure LCR).

Ainsi la LCR propage l'illusion que l'on pourrait avoir un Etat capitaliste qui travaillerait dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. La réalité c'est que l'Etat bourgeois investit là où les capitalistes peuvent récupérer des profits. Avec la récession économique et la fermeture des usines, ils n'ont plus besoin de la main-d'œuvre immigrée ou issue de l'immigration, et ils n'ont donc aucune raison d'offrir une formation de qualité aux jeunes des banlieues. Cette génération est considérée par la bourgeoisie comme une population en surplus, parce qu'elle n'a pas de profits à tirer de leur exploitation. C'est pour cela que les cités-ghettos sont laissées à l'abandon, la seule priorité pour la bourgeoisie étant d'accroître la ségrégation et de réprimer et enfermer. C'est pour cela qu'ils construisent des prisons et pas des écoles.

Il n'y a aucune solution à la délinquance et à la pauvreté dans le cadre du capitalisme. Ceux qui pensent qu'il y en a

une ne peuvent que se mettre à la traîne de la campagne sécuritaire, comme la LCR et encore plus Lutte ouvrière qui s'est plainte qu'il n'y ait pas assez de flics «de proximité» dans les banlieues. Il faut lier les ghettos avec les usines et mettre le combat contre la ségrégation raciste au centre de la lutte de la classe ouvrière. Nous marxistes, nous comprenons qu'il faut renverser le système capitaliste et supprimer la pénurie avec une économie socialiste planifiée internationalement.

Les réformistes comme la LCR propagent l'illusion qu'on pourrait changer les priorités fondamentales de l'Etat capitaliste en faisant pression sur lui. C'est sur cette question fondamentale de l'Etat que se voit dans toute sa nudité le réformisme de la LCR. Les flics, les matons, l'armée, les douaniers, ce sont des corps spéciaux d'hommes armés dédiés à défendre grâce à leur monopole de la violence l'ordre bourgeois. La LCR, loin de les remettre en cause, propose toute une série de mesures pour faire croire que dans certaines conditions ces chiens de garde du capital pourraient se retrouver «du bon côté» : ils ont soutenu régulièrement des appels à une «force d'interposition internationale» en Palestine, répandant ainsi l'illusion que des soldats français, pourvu qu'ils se mettent un casque bleu sur le crâne, pourraient protéger les Palestiniens ; ils enjolivent ainsi la politique raciste, anti-arabe notamment, de l'impérialisme français. A la veille des législatives *Rouge* (6 juin) a revendiqué des «moyens humains et juridiques nécessaires pour les douanes» – un comble pour des gens qui proclament leur souci pour les sans-papiers ! Pendant les manifestations réactionnaires de flics en novembre contre la présomption d'innocence ils exigeaient que tous les membres de la gendarmerie bénéficient «du droit syndical et du droit de grève» (*Rouge*, 13 décembre 2001). Nous disons au contraire : *Flics hors des syndicats ! A bas Vigipirate !*

La « démocratie », c'est la dictature de la bourgeoisie

Au lieu d'une perspective révolutionnaire, la LCR revendique «une autre répartition des richesses», en préci-

sant: «l'impôt sur les sociétés doit être rétabli au taux de 50%». Ces schémas font croire que fondamentalement le système capitaliste peut être dirigé d'une façon logique, bref, dans l'intérêt des travailleurs et les opprimés. Mais la source de l'inégalité c'est l'exploitation des travailleurs par les capitalistes et il faut mettre fin au système capitaliste pour mettre fin à l'inégalité.

La perspective principale de la LCR c'est de chercher à rendre le système *capitaliste* plus «démocratique». La LCR se limite à vouloir bricoler la Constitution en proposant d'abolir la fonction présidentielle (après avoir voté Chirac) et d'instituer la proportionnelle intégrale aux législatives, sans jamais aborder la question fondamentale de l'exploitation de classe. Lénine écrivait dans une polémique contre Karl Kautsky, un renégat du marxisme à partir de la première guerre mondiale (et à ce titre un ancêtre politique de la LCR): «“Nous”, marxistes-révolutionnaires, nous n'avons pas tenu au peuple des discours comme ceux qu'aimaient à prononcer les kautskistes de toutes les nations, qui s'aplatissent devant la bourgeoisie, s'accommodent du parlementarisme bourgeois, dissimulent le caractère *bourgeois* de la démocratie actuelle et se contentent de demander qu'*elle* soit élargie, qu'*elle* soit réalisée jusqu'au bout.» Par contre, les bolchéviks ont lutté contre l'autocratie tsariste «*afin de préparer les masses à la révolution*» (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Pour un parti léniniste d'avant-garde pour diriger une révolution socialiste!

Le pays se trouve à un carrefour, avec la défaite électorale ignominieuse du front populaire et l'effondrement décisif du parti historique de la classe ouvrière française, le PCF. Tous les partis de gauche imaginent frénétiquement de nouvelles combinaisons, et la LCR espère jouer un rôle central là-dedans vu le succès de Besancenot/Krivine comme visage «gauche» du «mouvement républicain»: une motion pour des «Etats généraux du communisme» (autrement dit essentiellement un bloc d'égal à égal entre le PCF et la LCR) a recueilli le cinquième des voix lors de la récente conférence du PCF.

La LCR a claironné qu'il faut une «nouvelle force» (dont elle serait l'entremetteuse), proposant un vague programme en dix points dont est entièrement absente toute référence à la classe ouvrière, et a fortiori à la révolution socialiste. Ils cherchent en fait à redonner de «nouvelles forces» au vieux marais nauséabond des sociaux-démocrates compromis dans

les crimes de Jospin et Gayssot. Leur perspective n'est pas de construire un parti léniniste d'avant-garde pour mener les ouvriers au pouvoir, mais de faire pression sur les directions réformistes actuelles, et de contribuer à les ramener au gouvernement bourgeois... si possible avec la participation de la LCR: Besancenot a promis au PCF que, du moment qu'il s'agit de l'«interdiction des licenciements» et autres mesures plus ou moins utopiques de réformes dans le cadre capitaliste, «si c'est pour mettre en œuvre cette politique, alors la LCR est prête à s'engager, y compris dans la “gestion des affaires publiques”» (*l'Humanité hebdo*, 18-19 mai). Face aux luttes ouvrières d'importance qui s'annoncent, ils parlent d'un «troisième tour social» dans l'optique de décembre 1995, quand la grande vague de grèves du secteur public et ensuite le mouvement pour les sans-papiers avaient finalement été canalisés pour mettre Jospin à Matignon.

Toute une série de groupes de gauche, fascinés par le score de Besancenot et son degré d'acceptation dans l'*establishment* bourgeois (la récompense donnée à la LCR pour son soutien à Chirac le 5 mai), en ont tiré la conclusion organisationnelle de graviter encore plus près de la LCR, espérant peut-être récupérer quelques miettes du gâteau.

D'abord il y a les groupes qui se réclament du courant du défunt Tony Cliff en Grande-Bretagne, la revue *Socialisme* et Socialisme par en bas (SPEB, qui publie *l'Etincelle*, et qui est liée au SWP britannique). Les premiers veulent proposer d'entrer ensemble dans la LCR pour y faire une fraction commune, les seconds refusent en jurant que «nous rejoignons la LCR dans le but de construire loyalement cette organisation» et qu'un tel bloc avec leurs rivaux de *Socialisme* signifierait «la construction, à l'avance, d'un bloc d'opposition à la direction de l'organisation que nous voulons rejoindre. Ce n'est pas notre objectif» (lettre du 12 juin publiée sur le site Internet de *Socialisme*).

La Gauche révolutionnaire, ainsi que le courant centriste de droite Pouvoir ouvrier (PO), veulent tous les deux «l'unité entre LO et la LCR». Toutes ces combinaisons dans ou avec la LCR montrent le manque complet de principes et le cynisme sans bornes de ces groupes: eux-mêmes ne semblent pas avoir soutenu le vote Chirac, mais cela ne les empêche nullement de se tourner vers la LCR (d'ailleurs PO a appelé à voter pour les partis ouvriers du front populaire, le PS et le PC, au deuxième tour des législatives – en d'autres termes ils soutiennent le front populaire). L'appétit organisationnel de ces groupes en direction de la LCR résulte de leur accord *programmatisé* fondamental avec la LCR, malgré leur blabla parfois plus sophistiqué. Et si la LCR déclare qu'elle est «démocratique» et opposée à la conception d'un parti léniniste d'avant-garde, ce n'est pas parce qu'elle se préoccupe des droits effectifs de ses membres à participer à l'élaboration d'une ligne révolutionnaire intransigeante: c'est parce que, rejetant la perspective d'une révolution ouvrière comme celle qu'avait dirigée Lénine, ils n'ont que faire de l'instrument indispensable pour diriger cette révolution, un parti bolchévique doté d'un véritable centralisme démocratique.

Il faut lutter contre toutes les illusions que les réformistes comme la LCR propagent; ils représentent un obstacle à une prise de conscience révolutionnaire de la part des travailleurs, jeunes et opprimés. Dans la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale, nous voulons construire un tel parti bolchévique, une section disciplinée d'une Quatrième Internationale reforgée. ■

Palestine



Supplément au
Bolchévik n°158

Reproduit une déclaration
de la Spartacist League/U.S.
du 30 mars 2002
(en arabe page 32
de ce numéro)

Gratuit
(envoyer un timbre pour
l'envoi de retour)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

A bas la censure antisexe contre *Ravaillac* !

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Comité de défense sociale du 26 mai 2002. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe. Ses objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de la LTF. Pour écrire au CDDS : MBE 167, 108 rue Damrémont, 75018 Paris.

* * *

Pourquoi le proviseur du lycée Henri IV a-t-il suspendu le journal *Ravaillac*? Tout simplement parce que ça parle de sexe! Des lycéens du prestigieux lycée parisien Henri IV ont publié le numéro 2 de leur journal *Ravaillac* avec comme titre « Du cul, du cul, du cul ». A la une du journal des hommes et des femmes posent nus. En fait ces jeunes font partie du comité de rédaction du journal. Tout de suite après l'apparition de ce numéro, le proviseur a suspendu la publication au nom de « la protection de la jeunesse ». Quelle hypocrisie! La vérité c'est que dans la France catholique le sexe ne peut ni être lu ni discuté! Nous exigeons la levée immédiate de l'interdiction de *Ravaillac*! A bas la chasse aux sorcières contre ces lycéens!

Les rédacteurs de *Ravaillac* sont non seulement attaqués par l'administration du lycée car ils risquent l'exclusion, mais aussi ont été agressés physiquement par les fascistes d'Action française! Ces jeunes doivent être défendus contre cette racaille royaliste!

En tant que marxistes nous nous opposons aux tentatives de l'Etat bourgeois et ses institutions de s'imposer dans tous les aspects de la vie. Nous disons: A bas la censure! Nous nous opposons à ce que l'administration de l'école décide de ce que les jeunes peuvent publier et discuter! Flics, curés, proviseurs, hors des chambres à coucher et des salles de lecture!



Ravaillac censuré : son comité de rédaction y pose nu.

La répression contre *Ravaillac* montre toute l'hypocrisie de la « moralité » bourgeoise, où des lycéens se font réprimer pour quelques nus innocents en photo; allez au kiosque à côté si vous cherchez quelque chose de plus *hard*; et si vous préférez le nu tout sanguinolent, allez voir les portraits de Jésus dans l'église du coin. Pendant ce temps les capitalistes présentent comme le sommet de la « démocratie » le « choix » entre un escroc et un fasciste! Ils parlent de « protection de la jeunesse » alors qu'avec leur campagne sécuritaire raciste, de droite ou de « gauche », ils incarcèrent de plus en plus de jeunes, notamment d'origine maghrébine, dans des prisons où chacun sait que règne le viol.

Nous luttons pour une société socialiste qui sera débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, et débarrassée de ce genre d'enrégimentation de la jeunesse et d'interférence grotesque de l'Etat dans la vie privée des individus. ■

Exclusion anticommuniste au Forum contre les politiques sécuritaires

Nous reproduisons ci-après une lettre de la LTF au Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB).

* * *

Paris, le 28 mai 2002

Chers amis,

Nous étions allés à la journée de rencontre contre les violences policières et sécuritaires qui se tenait samedi 26 mai à la Bourse du travail de St Denis, 11 rue Génin de 10h à 20h. Nous sommes venus avec notre propagande trotskyste. Les panneaux suivants décoraient la table que nous avons utilisée dans le couloir devant la salle Marcel Paul: « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! A bas Vigipirate! A bas la campagne sécuritaire raciste! » Nous avons eu pas mal de discussions intéressantes sur comment combattre l'oppression raciale et construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique. Des gens ont pris notre propagande et nos tracts.

Vers 12h30, un certain Azouz du MIB, soutenu par 2 ou 3 autres individus, a commencé à nous menacer pour que nous quittions les lieux. Ceci est allé jusqu'au point où le même Azouz a mis ses mains sur notre camarade et à cherché à renverser notre table. Nous avons tenté de défendre nos droits démocratiques. Nous avons exposé à voix haute ce qui se passait, pour que tout le monde sache

que le groupe qu'Azouz s'efforçait d'expulser était la seule organisation ouvrière qui n'a pas appelé à voter Jacques-«le-bruit-et-l'odeur» Chirac pour « faire barrage à Le Pen » et qui, en même temps, dénonce **publiquement** Vigipirate renforcé depuis sa mise en place par Jospin et la terreur policière raciste depuis toujours. **Ce combat est notre combat!** Qu'est-ce qui les gêne dans nos mots d'ordre?

Nous protestons fortement contre la censure politique anticommuniste qu'ont exercée Azouz et ses amis. Cette censure est du poison. Tous ceux et celles qui combattent le racisme tant par écrit que par leur engagement militant doivent rejeter ce comportement répugnant. **Une attaque contre un est une attaque contre tous!** Nous savons où commence la censure mais où va-t-elle s'arrêter? Qui seront les prochains sur la liste de groupes à censurer d'Azouz et ses amis? Tout ceci est scandaleux, honteux et dangereux.

A bas Vigipirate! A bas la campagne sécuritaire raciste! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés!

Salutations antiracistes,

Alexandre, pour la LTF/LCI

Mobilisation contre la résurgence du militarisme

Des dockers japonais refusent de charger des navires de guerre

Nous reproduisons ci-dessous un article du Groupe spartaciste Japon, et publié dans le journal de nos camarades aux USA, Workers Vanguard (7 décembre 2001).

* * *

Tokyo - Environ 200 dockers du port de Sasebo, dans la préfecture de Nagasaki, refusent de charger des armes et des fournitures militaires sur les navires de guerre japonais qui doivent prendre part à la guerre de terreur contre l'Afghanistan sous la conduite des Etats-Unis. Ce type d'actions lutte de classe, menées par des membres du Zenkowan (confédération syndicale japonaise des dockers), a potentiellement plus d'impact pour mettre en échec les ambitions militaires de l'impérialisme japonais et ses plans pour augmenter la répression ici, que les dizaines de manifestations «antiguerre» qui ont eu lieu récemment dans tout le pays. Les dockers de Sasebo se sont engagés à continuer ce boycottage indéfiniment, et y ont ajouté une heure de grève, chaque matin, contre la participation du Japon à la guerre contre l'Afghanistan, et contre l'adoption de lois «antiterroristes» japonaises.

Ces actions des dockers de Sasebo constituent un défi aux appels à l'«unité nationale» de la bourgeoisie japonaise, qui cherche à lier les travailleurs aux intérêts de leurs patrons sous la bannière de la «guerre contre la terreur» et de l'«aide aux réfugiés». L'attaque contre le World Trade Center a été un «cadeau du ciel» pour le pouvoir japonais, à qui elle a fourni un prétexte pour faire passer en vitesse devant la Diète [parlement] une législation qui étend le champ d'action de l'armée et accroît le pouvoir de répression par l'Etat contre les divergences d'opinion dans le pays. Six navires de guerre, huit avions et 1 600 militaires ont été envoyés dans la région de l'Océan indien pour être engagés dans un conflit militaire, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, quand le Japon avait envahi et conquis avec brutalité la plus grande partie de l'Asie. Fin septembre, avant même la révision de la loi sur les garde-côtes qui permet d'utiliser les armes contre des navires «suspects», un patrouilleur maritime japonais avait éperonné et coulé un bateau de pêche sud-coréen.

La classe dirigeante japonaise cherche à ressusciter le militarisme impérialiste sous couvert de préoccupations «humanitaires» bidon. Alors que l'Etat se prépare à expulser cinq Afghans qui vivaient ici depuis 1998, et qu'il ordonne des descentes de police dans les locaux de l'organisation pro-nord-coréenne Chosen Soren [Chongryon en coréen], beaucoup de ceux qui vivent dans cette société profondément raciste et ségréguée savent que l'envoi des «forces d'autodéfense», le nom officiel de l'armée, n'a rien à voir avec l'«humanitaire» mais vise à accoutumer la population à voir l'étendard de guerre de l'*hinomaru* [le soleil levant] claquer au vent aux quatre coins du monde. Pendant ce temps, 700 soldats se préparent à partir pour le Timor-Oriental, où ils doivent être déployés au début 2002.

La bourgeoisie encourage le nationalisme pour désamorcer le mécontentement social provoqué par une récession de plus en plus grave, qui laisse sur le carreau plus de quatre millions de chômeurs. L'été dernier, la visite du Premier ministre, le nationaliste réactionnaire Junichiro Koizumi, au sanctuaire de Yasukuni - un monument à la gloire du mili-



Sp. anti. St. Japon

Manifestation antiguerre à Tokyo le 7 octobre 2001: le panneau du SGJ (à droite) déclare: « A bas l'impérialisme! Pour une lutte de classe ici! Contre les représailles impérialistes! Pas un yen, pas un homme pour l'armée impérialiste japonaise! »

tarisme japonais - était une provocation délibérée contre les travailleurs du Japon et de toute l'Asie. Cette visite s'ajoute à l'approbation par le Ministère de l'Education de manuels d'histoire qui escamotent de façon manifeste les crimes de l'impérialisme japonais, ainsi qu'aux tentatives pour réviser la Constitution, qui interdit l'utilisation de l'armée hors du territoire national. Tout cela représente un message pour les ex-colonies du Japon et pour ses rivaux impérialistes: l'impérialisme japonais mène une campagne agressive pour surmonter le syndrome de la «nation vaincue», le chapitre de la Deuxième Guerre mondiale dans l'histoire japonaise.

Ce revanchisme survient dans un contexte de concurrence accrue entre les impérialistes japonais, américains et d'Europe de l'Ouest, une concurrence qui ne va faire que s'intensifier à mesure que l'économie mondiale plonge plus profondément dans la récession. En dénonçant les méfaits de l'impérialisme *américain* en Afghanistan et ailleurs, la gauche réformiste se place à la remorque d'un secteur de la classe dirigeante japonaise qui cherche à acquérir davantage d'indépendance vis-à-vis de Washington.

Le boycottage de Sasebo est un exemple concret de notre mot d'ordre «Défense de l'Afghanistan contre l'agression impérialiste! Pour la lutte de classe dans notre propre pays!» Dans une interview accordée à *Spartacist* Japon, Katsuyoshi Hayami, président du comité exécutif de la section de Nagasaki du Zenkowan, qui est indépendant des trois grandes fédérations syndicales japonaises, expliquait que lui et les membres de son syndicat étaient profondément inquiets de la militarisation des ports, et plus généralement d'un retour au passé agressif de l'impérialisme japonais. Sasebo est situé entre Nagasaki et Hiroshima, et Hayami faisait remarquer que le bombardement atomique sur Nagasaki avait laissé une profonde empreinte pacifiste parmi de larges couches de la population. Il considère que la Constitution japonaise imposée par les occupants américains après la Deuxième Guerre mondiale, et que la gauche réformiste et les libéraux appellent la «constitution de paix», est la seule manière d'empêcher la participation du Japon à des guerres.

Beaucoup d'ouvriers et de jeunes n'ont pas confiance dans l'impérialisme et haïssent la guerre, mais la pseudo-gauche leur fait croire, à tort, que l'impérialisme japonais, contrairement à l'impérialisme américain, peut être persuadé par des pressions de suivre une voie pacifique. Dans la bouche de la gauche réformiste, cet argument vise à détourner la lutte contre la guerre de la lutte de classe, pour la canaliser vers le parlementarisme. Ce genre de « pacifisme » est un masque de l'impérialisme, car les réformistes s'alignent avec les éléments de la bourgeoisie qui argumentent qu'il est important que l'impérialisme japonais présente un visage plus « aimable » afin de ne pas causer de dommages irréparables aux « relations du Japon avec ses voisins asiatiques » et à ses opportunités d'investissements. Aucune Constitution bourgeoise ne peut stopper la guerre impérialiste – l'impérialisme n'est pas le produit des appétits d'une bande de dirigeants capitalistes particulièrement sanguinaires, mais le stade suprême du capitalisme. Le Japon possède la deuxième armée la plus avancée sur le plan technologique, avec le deuxième budget militaire du monde. Le Groupe spartaciste Japon (SGJ) proclame : Pas un homme, pas un yen pour l'armée impérialiste ! Ecrasez l'alliance militaire contre-révolutionnaire entre les impérialismes japonais et américain par la révolution ouvrière !

Le traité de sécurité américano-japonais codifie une alliance anticommuniste qui était initialement dirigée contre l'ex-Union soviétique. Aujourd'hui, les cibles de l'alliance militaire américano-japonaise sont les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés de Chine et de Corée du Nord. Les réformistes expriment leur opposition à cette alliance en dénonçant ce qu'ils considèrent être la subordination du Japon à l'impérialisme US, et appellent de leurs vœux un Japon plus fort et plus indépendant. Le SGJ est pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés chinois, nord-coréen, vietnamien et cubain contre l'impérialisme et la contre-révolution.

Le 28 novembre, deux jours seulement après que le président Bush avait désigné l'Irak et la Corée du Nord comme les prochaines cibles de la « guerre contre le terrorisme », la police a arrêté un cadre de Chosen Soren, âgé de 40 ans, en l'accusant de malversations financières. Le lendemain, plus de 400 manifestants d'origine coréenne se heurtaient à la police pour l'empêcher de faire une descente au siège du Chosen Soren, pour la première fois depuis la fondation de cette organisation en 1955. Bas les pattes devant Chosen Soren ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui vivent ici !

Fidèle à son rôle de loyal conseiller de l'impérialisme japonais, le Parti social-démocrate (SDP) est le principal organisateur des manifestations pacifistes bourgeoises à Tokyo ; il s'efforce de faire pression sur la classe dirigeante pour qu'elle ne participe pas à la « guerre de représailles de Bush ». Cet appel à la « paix » est adressé aux impérialistes responsables du « sac de Nankin », en 1937, et de l'esclavage sexuel imposé aux « femmes de réconfort ». Nous sommes intervenus dans ces rassemblements pour gagner les ouvriers, les membres des minorités ethniques et les jeunes à une conception marxiste du monde, c'est-à-dire que la crise économique, la répression chauvine des minorités ethniques et la guerre font partie intégrante de la société capitaliste, et qu'on ne peut pas les combattre hors de la lutte de classe et à l'écart de celle-ci. Pour en finir avec la menace d'une troisième guerre mondiale impérialiste, il faut lutter pour en finir par la révolution socialiste avec le système social qui engendre la guerre.

Le Parti communiste japonais (PCJ), qui est un parti ouvrier réformiste de masse, s'est joint à la campagne d'hystérie antiterroriste de la bourgeoisie en publiant le 11 octobre une lettre aux chefs d'Etat qui appelait à « des sanctions basées sur les Nations Unies, et à traîner les responsables devant la justice ». Les Nations Unies sont un nid de brigands impérialistes, avec leurs hommes de main et leurs victimes. C'est sous le drapeau de l'ONU que trois millions de Coréens ont été tués pendant la guerre de Corée, en 1950-1953. Depuis plus de dix ans, les sanctions approuvées par l'ONU ont tué plus de 600 000 enfants en Irak.

La plus grande partie de la gauche a recours à un anti-américanisme bon marché pour dissimuler sa loyauté à « sa » bourgeoisie. Le groupe Kakumaru, de façon grotesque, salue dans l'attaque contre le World Trade Center un « acte historique ». En fait, c'était un acte de terreur indiscriminée qui a provoqué la mort de plusieurs milliers de personnes de toutes races, religions et nationalités. Les prétendus trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, dont le mot d'ordre principal dans les manifestations antiguerre est « faites la paix, pas la guerre », écrit que « Dans le monde entier, la lutte contre la guerre de représailles du régime Bush doit être renforcée » (*Kakehashi*, 24 septembre 2001), l'opposition à « sa » bourgeoisie étant mentionnée discrètement à la fin de l'article. Et le numéro du 22 octobre de ce même journal reproduit sans la moindre critique une interview avec un « militant de gauche afghan » qui soutient le retour au pouvoir du roi d'Afghanistan !

Pendant la manifestation antiguerre du 27 novembre à Tokyo, dont le cœur était formé par des cortèges des trois fédérations syndicales, les vendeurs de *Spartacist* ont constaté que l'action des dockers était immensément populaire parmi ceux qui en avaient entendu parler. Beaucoup de manifestants étaient d'accord avec notre explication qu'il fallait étendre le boycottage – d'Okinawa à Hokkaido, des docks aux entrepôts, des camionneurs aux ouvriers de maintenance. Malheureusement, cette action est isolée dans le port de Sasebo, ce qui expose les dockers à la répression de l'Etat et limite l'effet de leur action syndicale. Les dirigeants syndicaux réformistes sont incapables de mener une lutte contre le militarisme impérialiste, parce qu'ils acceptent le système capitaliste et jouent à l'intérieur du mouvement ouvrier le rôle de police politique des patrons. Ce qu'il faut, c'est une lutte politique dans les syndicats contre les réformistes, et forger une direction lutte de classe. Celle-ci mobilisera la puissance sociale du mouvement ouvrier, non seulement contre la guerre impérialiste, mais aussi contre le chauvinisme qui, au Japon même, vise les Coréens de souche, la caste des « intouchables » *burakumin* et les travailleurs immigrés.

Le prolétariat du Japon, le cœur industriel de l'Asie, tient entre ses mains la clé du sort de cette région. Les travailleurs japonais doivent rejoindre leurs frères et sœurs de classe, de l'Indonésie aux Philippines, dans la lutte pour une fédération socialiste d'Asie, et en solidarité de classe avec le prolétariat américain. La clé d'une perspective révolutionnaire est la défense des Etats ouvriers déformés et la lutte pour des révolutions politiques prolétariennes pour chasser les bureaucraties staliniennes qui sapent les acquis de ces révolutions. La tâche du Groupe spartaciste Japon, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), est de construire un parti léniniste-trotskyiste qui aura pour but de jeter les impérialistes japonais maculés de sang dans la poubelle de l'histoire. ■

Chine...

Suite de la page 4

exploitation cruelle. Le pouvoir des seigneurs de la guerre sanguinaires, des usuriers, des propriétaires terriens rapaces et de la bourgeoisie chinoise mesquine fut détruit. La révolution permit aux femmes des avancées gigantesques par rapport à leur misérable statut antérieur, symbolisé par la pratique barbare du bandage des pieds. Une nation qui avait été depuis un siècle ravagée et divisée par les puissances étrangères était unifiée et libérée du joug impérialiste.

Dans les années 1950, la République populaire de Chine instaura une économie socialisée et centralement planifiée – sur le modèle de l'Union soviétique et avec l'aide de celle-ci –, et l'agriculture fut collectivisée. L'économie socialisée était protégée par un monopole d'Etat du commerce extérieur, pour éviter qu'elle soit sapée par les importations bon marché depuis des pays capitalistes-impérialistes bien plus développés. En particulier pour les femmes, obtenir un emploi dans l'industrie d'Etat représentait un progrès tellement immense par rapport au mode de vie ancien que les familles organisaient souvent de grandes fêtes pour célébrer l'embauche d'un de leurs membres.

Cependant, la Révolution de 1949 était déformée dès l'origine, sous la férule du régime du PCC de Mao Zedong, qui représentait une caste bureaucratique nationaliste au sommet de l'économie collectivisée. Le régime de Mao, modelé sur la bureaucratie stalinienne en URSS, prêchait l'idée profondément antimarxiste que le socialisme – une société sans classes et égalitaire, basée sur l'abondance matérielle – pourrait être construit dans un seul pays. En pratique, le « socialisme dans un seul pays » signifiait l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière dans le reste du monde et une politique de conciliation vis-à-vis de l'impérialisme mondial.

Le rôle fondamental de la bureaucratie de Pékin est de servir de courroie de transmission des pressions sur l'Etat ouvrier qu'exerce le marché mondial dominé par l'impérialisme. Le caractère fragile et contradictoire de cette caste bureaucratique se manifeste dans le fait que, face à l'agitation ouvrière, le régime actuel fait souvent marche arrière

sur certaines de ses « réformes » économiques, et juge occasionnellement certains des siens pour corruption, quelquefois avec une exécution à la clé.

La récente vague de manifestations a inquiété non seulement le régime de Pékin mais aussi les cercles dirigeants américains, qui caressent l'espoir d'une restauration du capitalisme à froid, « par en haut ». C'est ainsi qu'on pouvait lire ce qui suit dans un article publié dans l'influent magazine américain *Business Week* (8 avril), et intitulé « Les ouvriers de la Chine en colère » : « Le temps ne joue pas en faveur de Pékin. Le gouvernement ne peut pas se permettre de verser *ad vitam aeternam* des aides sociales aux chômeurs et aux ouvriers mécontents des industries obsolètes, dont beaucoup ont la quarantaine et n'ont aucun espoir de trouver un nouvel emploi dans leur province. Et le cycle de fermetures d'usines et de licenciements ne va faire que s'accélérer maintenant que la Chine est membre de l'Organisation mondiale du commerce et que son secteur industriel décrépit est directement confronté à la concurrence étrangère. » L'article déplore qu'alors même que le tourisme, les télécommunications et d'autres secteurs de l'économie sont ouverts aux investissements étrangers, « les manifestations forcent Pékin à ralentir la restructuration industrielle » pour tenter de préserver la stabilité sociale.

A sa manière, *Business Week* reconnaît certaines vérités fondamentales sur ce qu'est aujourd'hui la République populaire de Chine. Premièrement, la campagne pour restaurer le capitalisme rencontre une forte résistance de la classe ouvrière. Deuxièmement, la peur de l'agitation sociale bride les tendances restaurationnistes au sein de la bureaucratie au pouvoir.

L'impérialisme américain est déterminé à détruire la Révolution de 1949 d'une manière ou d'une autre et à réduire à nouveau la Chine à un statut d'asservissement semi-colonial. A cette fin, la classe dirigeante américaine combine l'exploitation des ouvertures économiques offertes par Pékin et l'accroissement de la pression militaire. Le Pentagone a récemment augmenté son aide militaire à Taïwan, un Etat capitaliste maintenu depuis plus d'un demi-siècle comme bastion anticommuniste. Les Etats-Unis, en résultat de leur guerre contre l'Afghanistan, ont accru leur présence militaire dans les territoires asiatiques entourant la Chine, au nom de la « guerre planétaire contre le terrorisme ». Ceci s'ajoute à plus de 80 000 soldats stationnés en Corée du Sud et au Japon, qui constituent une épée de Damoclès visant les Etats ouvriers déformés chinois, nord-coréen et vietnamien. Bush met en œuvre son projet de système de « défense antimissiles » pour faciliter une première frappe nucléaire contre la Chine, qui possède un arsenal limité mais efficace d'armes nucléaires à longue portée. La provocation de l'avion-espion américain qui s'est déroulée l'année dernière est emblématique du bellicisme américain envers la Chine, et elle a provoqué dans la population chinoise une vague de colère contre l'impérialisme US.

La Ligue communiste internationale se prononce pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. C'est au prolétariat chinois qu'il incombe de balayer la bureaucratie stalinienne, qui a gravement sapé le système de propriété nationalisée hérité de la Révolution de 1949. Comme nous l'écrivions dans un article intitulé « Révolte des mineurs chinois contre les "réformes de marché" » (*le Bolchévik* n° 153, été 2000), écrit après la révolte de 20 000 mineurs et de leurs familles dans le nord-est de la Chine :

Disponible en chinois !

Le « socialisme de marché »
et l'héritage de Mao

Où va la Chine ?

—traduit de *Workers Vanguard* n° 743 (6 octobre 2000) et n° 745 (3 novembre 2000)

0,50 € (24 pages)

Commande :

Le Bolchevik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10





Les « réformes de marché » engendrent une petite couche de nouveaux riches tandis que près de 200 millions d'ouvriers fuient les campagnes à la recherche d'un travail.



« La bureaucratie qui pave la voie à la contre-révolution capitaliste prépare simultanément le terrain à une nouvelle explosion révolutionnaire prolétarienne – non pas une révolution *sociale* qui renverserait les bases économiques de la société, comme en 1949, mais une révolution *politique* pour chasser l'oligarchie dirigeante parasite et placer le pouvoir politique entre les mains de conseils (soviets) d'ouvriers, de paysans et de soldats. La tâche urgente à laquelle le prolétariat est confronté est de construire un parti léniniste-trotskyiste, partie intégrante d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgee, pour préparer et diriger cette révolution politique à la tête des masses et canaliser les luttes ouvrières spontanées et localisées vers la prise du pouvoir politique. »

Bolchévisme contre stalinisme

Dans un article perspicace publié dans la revue *Nation* (4 mars), Jiang Xueqin, qui a passé plusieurs mois à parcourir la Chine, écrit que « contrairement à l'idée répandue en Occident que les Chinois ordinaires profitent du marché libre, les Chinois estiment que leur gouvernement et l'élite de la nation complotent pour les vendre pour une bouchée de pain aux impérialistes, c'est-à-dire aux Américains. La frustration engendrée par la politique économique du gouvernement est maintenant inextricablement mêlée à un sentiment anti-occidental qui se développe rapidement. » Jiang note également que feu Mao Zedong est une figure « de plus en plus populaire ». De fait, les manifestants qui défilaient en avril à Liaoyang brandissaient des portraits de Mao, comme l'avaient fait les ouvriers sur la place Tiananmen en 1989.

L'époque de Mao peut assurément apparaître comme égalitaire comparée à aujourd'hui, où des cadres dirigeants dépensent l'équivalent du revenu annuel d'un ouvrier retraité pour un banquet avec des businessmen de Hongkong ou d'Amérique. La Révolution de 1949 est un souvenir vivant pour les familles chinoises, qui ont presque toutes des parents ou des grands-parents ayant connu la meurtrière occupation japonaise et la guerre civile contre le régime haï du Guomindang de Chiang Kai-shek (Tchang-Kaï-chek), qui était soutenu par l'impérialisme américain.

Mais il est vital de comprendre le caractère *antiprolétarien* du régime du PCC de Mao. La Révolution chinoise était fondamentalement différente de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, qui avait été accomplie par un prolétariat conscient, sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. La révolution d'Octobre avait instauré un gouvernement basé sur la *démocratie prolétarienne* – le pouvoir des soviets (conseils) d'ouvriers, de paysans et de soldats. Les bolchéviks voyaient la révolution dans la Russie arriérée comme le premier pas d'une révolution socialiste mondiale, particulièrement dans les pays capitalistes avancés.

Cependant, la défaite en 1923 de la Révolution allemande tant attendue démoralisa la classe ouvrière soviétique, qui avait été décimée par la destruction de l'industrie et de l'infrastructure qu'avaient provoquée la Première Guerre mondiale et la guerre civile sanglante de 1918-1920. Avec la fin de la guerre civile, les tendances bureaucratiques dans le parti et l'administration d'Etat commencèrent à se cristalliser dans une couche bureaucratique. En 1923, Lénine était de plus en plus diminué physiquement. La bureaucratie du parti en plein développement, contrôlée par J.V. Staline, commençait à prendre conscience d'elle-même. A l'automne de cette année, une Opposition de gau-

**Pour contacter
la Ligue trotskyste :**

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : lft@webmails.com

che hétéroclite, dirigée par Léon Trotsky, ouvrit les hostilités contre la montée du bureaucratisme et réclama un programme d'industrialisation planifiée. Le débat qui s'ensuivit dans la presse du parti fut bientôt étouffé. La Conférence du Parti convoquée pour janvier 1924 fut tellement truquée qu'il ne fut accordé à l'Opposition que trois délégués alors même qu'elle avait remporté 25 à 30 % des voix dans les organisations du parti de Moscou et de Pétrograd.

Même si cela n'apparut de façon claire que rétrospectivement, cette conférence marqua le début du Thermidor soviétique, le point décisif où la caste bureaucratique confisqua le pouvoir politique à la classe ouvrière soviétique (voir «Bilan critique - Trotsky et l'Opposition de gauche russe», *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). A partir de ce moment, ceux qui dirigeaient l'URSS, la manière dont l'URSS était dirigée, et les objectifs en vue desquels elle était dirigée, tout cela changea. La vision nationaliste de la bureaucratie trouva son expression dans la proclamation par Staline à l'automne 1924 de la «théorie» anti-marxiste du «socialisme dans un seul pays».

Contrairement à la Révolution bolchévique de 1917, la Révolution de 1949 en Chine fut le résultat d'une guerre de guérilla victorieuse dirigée par le PCC et l'Armée populaire de libération (APL), qui exclut *dès le début* le prolétariat du pouvoir politique. A la différence de la bourgeoisie russe, qui avait été *de facto* détruite en tant que classe possédante, la bourgeoisie chinoise a réussi à survivre en tant que classe cohérente en s'installant à Taïwan, à Hongkong et d'autres endroits dans la zone du Pacifique sous la protection de l'impérialisme américain et britannique. La Révolution chinoise n'en fut pas moins une énorme défaite pour les impérialistes, défaite confirmée par l'intervention de l'APL dans la guerre de Corée en 1950-1953, qui empêcha que la Corée du Nord soit submergée par les impérialistes américains et leur régime fantoche de la Corée du Sud.

La banqueroute du maoïsme

Marqué par un volontarisme et un aventurisme économique extrêmes, le pouvoir maoïste chercha à transformer le pays pauvre qu'était la Chine en une puissance mondiale «socialiste» au moyen de l'autarcie économique dans le cadre d'une économie bureaucratiquement centralisée. Dans cette perspective nationaliste étaient contenus les germes de la mise en œuvre des «réformes de marché» par la bureaucratie sous le règne de Deng Xiaoping, qui, lui aussi, cherchait à hisser la Chine au statut de «grande puissance». Aujourd'hui, le noyau central de la bureaucratie ne garde aucun attachement subjectif à l'ordre socialiste; elle préserve la propriété collectivisée uniquement dans la mesure où elle craint le prolétariat.

L'époque de Mao était loin d'être égalitaire et socialiste. Le «grand bond en avant» fut une tentative d'industrialisation à marche forcée en utilisant le travail des seules masses paysannes. Un épisode caractéristique fut la construction de milliers de petits «hauts fourneaux des cours de ferme» dans les villages. Cette aventure économique se termina par un effondrement économique total, et conduisit à une famine dévastatrice. La «grande révolution culturelle prolétarienne» de Mao en 1966-1976 - une lutte de factions convulsive au sein de la bureaucratie, lancée par Mao pour regagner l'autorité qu'il avait perdue après le fiasco du «grand bond en avant» - désorganisa l'économie et mit l'éducation au point mort. Le caractère antiprolétarien de la



Cortège d'ouvriers de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin arrivant sur la place Tiananmen en mai 1989. L'entrée de la classe ouvrière dans les manifestations étudiantes de masse posa la question d'une révolution politique prolétarienne.

«révolution culturelle» se manifesta notamment par le recours aux «gardes rouges» pour briser une grève générale menée par les cheminots à Shanghai en 1967. Confrontée aux ravages provoqués par les «dix années perdues», la bureaucratie, deux ans après la mort de Mao en 1976, se tourna vers Deng Xiaoping, qui engagea les «réformes de marché» au nom de la modernisation du pays.

Bien que Mao et Deng soient souvent présentés comme radicalement opposés, ils sont en fait les deux faces de la même médaille, comme on l'a vu avec l'alliance anti-soviétique de la Chine avec l'impérialisme US. Après plusieurs années d'affrontements nationalistes entre les bureaucraties de Moscou et de Pékin, Mao déclara à la fin des années 1960 que le «social-impérialisme soviétique» représentait un danger encore plus grand que les Etats-Unis. En 1972, Mao accueillait en grande pompe le président américain Richard Nixon à Pékin, au moment même où les avions américains bombardaient le Vietnam. Renforçant cette alliance, le régime de Deng travailla en tandem avec la CIA pour aider les tueurs *moudjahidins* afghans qui combattaient contre la présence de l'armée soviétique en Afghanistan dans les années 1980 (voir «China and the US "War on Terror"» [«La Chine et la "guerre contre le terrorisme" américaine», *Workers Vanguard* n° 776, 8 mars]). L'alliance antisoviétique de la Chine avec les Etats-Unis apporta une contribution cruciale aux efforts de l'impérialisme pour détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, qui constituait le contre-poids militaire à l'impérialisme US. Cette alliance antisoviétique a aussi jeté les bases de la pénétration économique impérialiste dans l'Etat ouvrier déformé chinois.

Actuellement, le régime de Pékin prêche que la Chine doit devenir une puissance forte et moderne à travers une plus grande intégration dans le marché mondial capitaliste. Ce rêve nationaliste vise à tromper les masses qui se détournent de plus en plus de la bureaucratie. Il sert aussi à tisser des liens commerciaux et en fin de compte politiques et sociaux avec la bourgeoisie chinoise expatriée. Depuis le début des «réformes de marché», le régime de Deng a fait appel avec insistance aux capitalistes chinois. Les ZES ont été établies initialement près de Hongkong et de Macao et le long de la côte en face de Taïwan, dans le but d'encourager les investissements des capitalistes chinois expatriés, qui

conservent des liens linguistiques et familiaux avec ces régions. Après 1979, la bourgeoisie expatriée représentait 80 % des investissements étrangers en Chine continentale, et elle en représente aujourd'hui plus de la moitié. Les liens de la classe capitaliste chinoise expatriée avec le continent constituent un canal utile pour les investissements occidentaux et japonais en Chine.

La plus grande partie des investissements du capital chinois a été réalisée en partenariat avec les «princes héritiers», les fils et les filles des grosses légumes du gouvernement de Pékin et des hauts responsables du PCC. Jasper Becker, dans son livre *The Chinese* (Free Press [2000]), décrit ainsi la couche des jeunes Chinois privilégiés qui ont étudié à l'étranger :

«Ils sont passés par les mêmes universités américaines que les enfants des capitalistes et des responsables du KMT [Guomindang] qui ont fui à Hongkong ou à Taïwan en 1949, et ils partagent maintenant le même mode de vie et les mêmes aspirations. Beaucoup soit possèdent leurs propres entreprises, soit sont associés dans des *joint-ventures* avec ces capitalistes chinois expatriés. Ils voyagent à l'étranger, ont souvent une grande partie de leur fortune mise à l'abri à l'étranger, ou possèdent un passeport étranger. On peut se demander ce qu'ils feront de leur fortune et de leur pouvoir quand les anciennes générations quitteront la scène, mais il est possible qu'ils puissent conduire la Chine dans la direction politique qu'ont inaugurée Taïwan et Hongkong.»

«Socialisme de marché» et contre-révolution

Le changement de cours économique, de la centralisation bureaucratique sous Mao au «socialisme de marché» sous Deng et Cie, reflète une tendance générale, sous le régime stalinien, à «rationaliser» l'économie par la décentralisation. La planification centralisée, telle qu'elle est pratiquée par une bureaucratie parasitaire et incontrôlée, gaspille inévitablement les ressources économiques et engendre une évidente inefficacité. Les directeurs d'usines minorent souvent délibérément les capacités de production réelles, de manière à ce qu'on leur assigne des objectifs de production faciles à atteindre. Les objectifs du plan sont atteints en termes quantitatifs, mais au prix d'une qualité médiocre et d'une grande uniformité des produits. Les administrateurs et les gestionnaires de l'économie rechignent à utiliser des technologies nouvelles, de peur d'être sanctionnés si celles-ci ne marchent pas.

Dans son analyse classique de la bureaucratie soviétique, *la Révolution trahie* (1937), Trotsky insistait sur les limites inhérentes au centralisme bureaucratique :

«Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la *qualité* suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange.»

Dans la Chine de Deng, la bureaucratie s'est tournée vers le «socialisme de marché» en suivant les exemples de la Yougoslavie et de la Hongrie. Les administrateurs et les gestionnaires de l'économie ont commencé à être rémunérés ou pénalisés sur la base des bénéfices commerciaux ou des pertes. La menace des fermetures d'usines et des licenciements était aussi un moyen de faire respecter la discipline du travail parmi les ouvriers. En même temps l'agriculture était décollectivisée et remplacée par le «système de res-

ponsabilité des ménages», c'est-à-dire par la petite propriété paysanne. La pression de la concurrence sur le marché a inévitablement eu pour résultat le développement d'une petite classe de riches fermiers coexistant avec des millions de paysans pauvres. C'est là l'origine de l'énorme masse de travailleurs migrants, que l'on évalue à plus de **200 millions**, qui affluent dans les villes pour y chercher du travail.

Le «socialisme de marché» affaiblit inévitablement l'économie collectivisée, et renforce les forces de la contre-révolution capitaliste. En Yougoslavie, la décentralisation avait grandement aggravé les inégalités et les conflits économiques (par exemple pour l'accès aux réserves de devises) entre la Serbie, la Croatie et les autres républiques nationales, pavant la voie aux guerres fratricides sanglantes du début des années 1990 qui ont détruit l'Etat ouvrier déformé yougoslave. En Union soviétique, les attaques menées par Gorbatchev contre la planification centralisée au milieu des années 1980, à l'enseigne de la *perestroïka* (restructuration), ont provoqué le chaos économique et une baisse brutale du niveau de vie. Ceci a créé des conditions favorables pour la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS en 1991-1992 – sous la direction de Boris Eltsine (un ex-lieutenant de Gorbatchev) et avec le soutien actif de Washington.

Néanmoins, beaucoup d'intellectuels et d'étudiants chinois croient la ligne de la bureaucratie comme quoi la «discipline» apportée par les mesures de marché et l'accord commercial récemment conclu avec l'OMC sont nécessaires pour que la Chine se développe et devienne une puissance industrielle moderne, et pour que sa population engrange les bénéfices matériels de la croissance économique. Qui-conque pense que le «libre marché» apportera l'abondance à la Chine n'a qu'à regarder l'ex-Union soviétique, où la restauration du capitalisme a apporté une misère affreuse et des affrontements inter-ethniques sanglants. Et les intellectuels et le personnel avec une formation technique n'y ont pas tiré leur épingle du jeu : après l'écroulement de la structure technique et médicale de la société, les physiciens et les médecins soviétiques se sont retrouvés conduisant des taxis à New York, pour ceux qui avaient de la chance.

Si c'est ce qui est arrivé à l'URSS, qui était une puissance industrielle et militaire mondiale, une Chine capitaliste soumettrait la grande masse de sa population à une misère bien plus grande, et ses intellectuels seraient réduits au statut dégradant qui était le leur dans la société pré-révolutionnaire. La restauration du capitalisme apporterait non seulement un effondrement économique et la paupérisation, mais aussi le danger d'un éclatement du pays et d'un chaos politique sanglant. Quelles que soient les illusions nationalistes de certains étudiants chinois, les quelques grandes puissances impérialistes qui dominent l'économie mondiale n'ont aucune intention de permettre à la Chine de devenir une «grande puissance». Il n'y a qu'à regarder la Corée du Sud. Tant que l'Union soviétique existait, l'impérialisme US a fait en sorte de soutenir le régime de Séoul en tant que bastion anticommuniste, en lui permettant de développer des chantiers navals et une industrie automobile. Mais quand la crise financière asiatique a éclaté, en 1997, plusieurs années après la destruction de l'URSS, les dirigeants américains et japonais ont coupé les vivres à l'économie sud-coréenne.

Les «réformes de marché» de Pékin ont déjà donné à la classe ouvrière un avant-goût de ce que signifierait la res-

tauration du capitalisme, et les ouvriers ont réagi avec une série de vagues de grèves et de manifestations. Cette lutte doit être une lutte pour une révolution politique, pour instaurer *un régime de démocratie ouvrière* déterminé à *revitaliser l'économie planifiée, restaurer un strict monopole d'Etat du commerce extérieur et exproprier les holdings capitalistes* qui ont pris pied dans le pays.

Une Chine révolutionnaire des conseils d'ouvriers et de paysans serait confrontée à une réaction impérialiste hostile. Mais une révolution politique prolétarienne galvaniserait aussi la classe ouvrière au niveau international, et pulvériserait le mensonge de la « mort du communisme » que colportent les classes dirigeantes bourgeoises depuis l'écroulement de l'URSS.

Une révolution politique en Chine, conduite sous la bannière de l'internationalisme prolétarien, ébranlerait vraiment le monde. Elle radicaliserait le prolétariat du Japon, le cœur industriel de l'Extrême-Orient, et encouragerait les luttes révolutionnaires des ouvriers et des paysans dans toute l'Asie. Elle déclencherait une lutte pour la réunification révolutionnaire de la Corée – par une révolution politique dans le Nord assiégé et une révolution socialiste dans le Sud. C'est seulement en renversant le pouvoir de la classe capitaliste au niveau international, en particulier dans les centres impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon, qu'on pourra jeter les bases d'une modernisation et d'un développement général de la Chine, partie intégrante d'une Asie socialiste. C'est pour donner la direction dont le prolétariat a besoin dans ces luttes que la LCI s'emploie à reforcer la Quatrième Internationale de Trotsky – le parti mondial de la révolution socialiste.

Les fruits mortels des « réformes de marché »

Un facteur clé dans le déclenchement de l'agitation ouvrière des trois dernières années a été la décision prise par le 15^e Congrès national du PCC, en 1997, de privatiser un grand nombre de compagnies de taille petite et moyenne, et de soumettre beaucoup d'entreprises d'Etat plus importantes à des mesures de marché. Historiquement ce sont ces entreprises elles-mêmes, et non le gouvernement central, qui ont à leur charge de fournir les prestations sociales aux ouvriers. Quand les entreprises sont déclarées « en faillite », ou même quand elles sont confrontées à des réductions significatives de leurs subventions, ce ne sont pas seulement les emplois des ouvriers qui sont menacés, mais aussi des prestations sociales comme l'assurance maladie. Le système de retraites centralisé mis en place en 1995 est tellement sous-financé qu'il est souvent incapable de payer les retraites des ouvriers, provoquant ainsi une bonne partie de l'agitation ouvrière actuelle.

La corruption des responsables aggrave considérablement le sort des ouvriers. Beaucoup d'usines parmi les plus anciennes sont déclarées en faillite uniquement pour que les ex-directeurs volent les actifs de l'entreprise ou les vendent à des investisseurs privés. Les directeurs, qu'une forte pression incite à faire apparaître des profits, s'arrangent souvent pour que les prêts des banques d'Etat soient utilisés non pour améliorer les méthodes de production ou pour augmenter les fonds destinés aux prestations sociales, mais pour investir dans l'immobilier et spéculer en Bourse.

Les ouvriers de l'automobile de Pékin ont déclenché leurs manifestations après la fermeture de leur usine, qui faisait jadis partie d'une société d'Etat. Après sa fusion avec la

société américaine General Motors, en 1983, pour former la première *joint-venture* chinoise, Beijing Jeep, la nouvelle société a mis la main sur une grande partie des actifs de l'usine. Ceci a eu pour conséquence une réduction de la production, jusqu'à son arrêt complet avec le licenciement ou la mise à la retraite anticipée de 5 000 ouvriers. Aujourd'hui, les constructeurs automobiles japonais transfèrent de plus en plus leur production vers des *joint-ventures* en Chine, où les salaires sont beaucoup plus bas qu'au Japon.

Les manifestations de Daqing sont le résultat de la décision de Pékin, en 1998, de transférer la propriété d'une grande quantité de gisements pétroliers à PetroChina Ltd., une filiale de la société des pétroles d'Etat qui a par la suite émis des actions pour lever des fonds. L'introduction de PetroChina à Wall Street, la Bourse américaine, a donné lieu à une campagne de protestations menée par une cabale anticommuniste conduite par la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO, et incluant des écologistes libéraux et le mouvement pour le « Tibet libre » parrainé par la CIA. Ceci n'avait rien à voir avec la défense des intérêts des ouvriers des champs pétroliers de Daqing, qui se sont fait voler leurs prestations sociales pour arrondir les marges bénéficiaires de PetroChina. Au contraire, ces actions de protestation faisaient partie intégrante de la campagne protectionniste des dirigeants syndicaux pro-impérialistes contre l'adhésion de la « Chine communiste » à l'OMC.

La lutte pour *défendre l'industrie nationalisée* contre les privatisations et les fermetures d'usines est une question de vie ou de mort pour le prolétariat chinois. C'est littéralement le cas dans l'industrie du charbon – la plus grande du monde –, où le nombre de tués atteint jusqu'à 10 000 par an, et où l'on annonce presque chaque semaine de nouveaux éboulements de mines. Ces chiffres de mortalité effroyables sont le résultat direct des réductions budgétaires dans les puits étatisés et de la prolifération des mines détenues par des entrepreneurs privés et par des entreprises municipales et de village (les EMV). Le *Los Angeles Times* (23 janvier) rapporte que « Les mineurs d'hier étaient des employés d'Etat, des piliers relativement bien payés et respectés de la patrie socialiste. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à travailler pour des mines privées, avec des règles de sécurité minimales ou absentes ; ils subsistent ainsi dans l'ombre de la nouvelle économie, avec la chance d'avoir au moins un travail. »

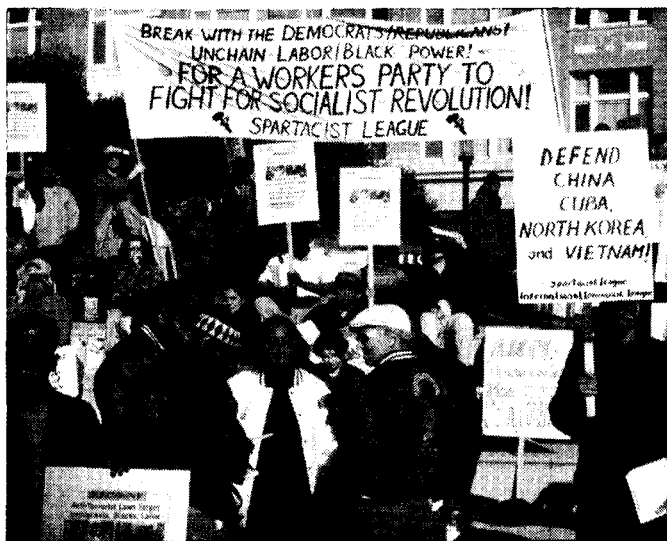
Les ouvriers des mines d'Etat, qui utilisent un équipement relativement sophistiqué et suivent des règles de sécurité contraignantes, ont typiquement au moins trois mois de formation. Mais, comme le note l'article du *Los Angeles Times*, les mines gérées de façon privée ont dans une large mesure recours à des ouvriers non formés, principalement des travailleurs migrants. Sans aucune considération pour la vie des ouvriers, les dirigeants des mines privées creusent autant de puits que possible, aménagent moins de sorties et font fonctionner moins de ventilateurs qu'il n'en faut pour évacuer les émanations naturelles de gaz – la cause, selon un rapport, de la moitié des explosions dans des mines. Un mineur retraité décrit ce qui se passe d'habitude à l'annonce d'une rare inspection: « Quand les inspecteurs viennent, ils

Visitez le site Web de la LCI!

www.icl-fi.org

sont souvent conduits directement à un banquet et lestés d'enveloppes rouges remplies de billets. Deng Xiaoping disait "laissons d'abord s'enrichir quelques personnes". Ils s'enrichissent effectivement, en violant la loi.»

La bureaucratie a encouragé le développement des entreprises municipales et de village dans le cadre de la décentralisation économique. Descendant des industries rurales qui accompagnaient l'agriculture collectivisée, les EMV n'ont dans bien des cas de «collectif» que le nom. Elles emploient une main-d'œuvre mal payée pour produire des chaussures, des textiles et autres produits du même genre, elles ne sont pas obligées de fournir les prestations sociales dont bénéficient les ouvriers dans l'industrie d'Etat. Depuis des années, les EMV font une concurrence féroce aux usines d'Etat qui produisent le même genre de marchandises, et ces dernières années leur production égalait presque celle



9 février, Oakland, baie de San Francisco : mobilisation ouvrière contre la chasse aux sorcières anti-immigrés. Les trotskystes sont pour la défense des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme.

de l'industrie d'Etat. Pékin a récemment pris des mesures pour reprendre en main ces entreprises, fermant par exemple des dizaines de milliers de mines dangereuses. Beaucoup d'EMV non rentables ont fermé leurs portes ; d'autres ont été carrément rachetées par des investisseurs privés. Un parti léniniste-trotskyiste appellerait à restaurer les prestations sociales garanties pour les ouvriers de l'industrie d'Etat, et à les étendre à ceux des EMV.

On rapporte peu de luttes ouvrières dans les EMV, qui sont isolées et dispersées dans l'intérieur du pays. Il n'en va pas ainsi dans les «zones économiques spéciales», qui comptent des concentrations d'usines modernes et sont souvent situées près de grandes villes comme Hongkong et Canton (Guangzhou). En avril, plus d'un millier d'ouvriers ont occupé une usine de jouets située dans la province du Guangdong et propriété d'une société de Hongkong qui fournit la chaîne de grands magasins américains Wal-Mart et d'autres firmes occidentales. Ces ouvriers avaient été licenciés sans être payés, une pratique qui n'est pas rare chez les patrons des ZES, qui agissent de connivence avec les responsables locaux.

Il faut chasser les capitalistes des ZES et du pays tout entier. Ceci pose la question de la formation de conseils

d'ouvriers et de paysans pour chasser la bureaucratie parasite. Défendez et étendez l'économie planifiée et collectivisée! Expropriez sans compensation les possessions des sangsues impérialistes et des capitalistes chinois expatriés!

Un régime basé sur des conseils d'ouvriers et de paysans ferait l'inverse de la politique du régime actuel, qui consiste à encourager la propriété privée dans les campagnes et qui a engendré une couche d'exploiteurs ruraux. Il interdirait ou restreindrait l'embauche de main-d'œuvre et la location de terres supplémentaires par des paysans riches, et encouragerait la recollectivisation de l'agriculture. Il ne s'agit pas de revenir aux communes agricoles de Mao, qui étaient essentiellement des agrégats d'exploitations paysannes arriérées. Pour que la masse des paysans chinois abandonnent leurs lopins privés en faveur de fermes collectives, ils devront être convaincus que cela se traduira par un niveau de vie plus élevé pour eux et leurs familles. C'est pourquoi un gouvernement ouvrier chinois offrirait des réductions d'impôts et du crédit bon marché aux paysans qui rejoindraient les exploitations collectives. Mais comme l'écrivait Trotsky dans un article de février 1930 intitulé «L'aventurisme économique, ses conséquences et ses dangers» :

«La collectivisation productive de l'agriculture sous-entend une base technique bien déterminée. L'économie collective est avant tout l'exploitation des *grandes* entreprises agricoles. L'importance rationnelle de l'exploitation est déterminée par le caractère des moyens et méthodes qui président à la production. Pas plus qu'on ne pourrait construire un navire en additionnant des barques de pêcheurs, on ne peut édifier de grandes exploitations agricoles avec les charrues et les haridelles des paysans tout unifiées qu'elles soient. La collectivisation de l'économie rurale ne peut être que le résultat de la substitution du matériel mécanique aux instruments primitifs actuels.

«Il s'ensuit que le degré d'industrialisation du pays détermine l'angle de possibilité de la collectivisation de l'économie rurale.»

Trotsky avait écrit ce texte en réponse à la politique de collectivisation forcée menée par la bureaucratie stalinienne soviétique, qui depuis des années cherchait à se concilier les paysans riches (koulaks), qui avaient fini par représenter une menace contre-révolutionnaire immédiate pour l'Etat ouvrier. Les problèmes de la collectivisation abordés par Trotsky sont encore plus aigus dans la Chine d'aujourd'hui. L'écrasante majorité de la population vit dans les campagnes, où les méthodes de production sont encore primitives et où il y a peu d'infrastructure moderne.

Une collectivisation et une modernisation rationnelles de l'agriculture chinoise signifieraient une transformation profonde de la société. L'introduction de technologies modernes dans les campagnes – des moissonneuses-batteuses aux engrais chimiques en passant par toute la gamme des techniques de l'agriculture scientifique – a pour condition une base industrielle qualitativement supérieure à celle qui existe actuellement. Réciproquement, une augmentation de la productivité dans l'agriculture créerait le besoin d'un développement massif des emplois urbains, pour absorber l'énorme surplus de main-d'œuvre devenue superflue dans les campagnes. Il est clair que ceci serait un processus de longue haleine, étant donné en particulier la taille limitée et la productivité relativement faible de la base industrielle existante en Chine. Le rythme, et en dernière analyse la faisabilité même de cette perspective dépendent de l'aide que la Chine recevrait d'un Japon ou d'une Amérique socialistes, ce qui souligne une fois encore la nécessité d'une *révolution prolétarienne internationale*. ■

Trotskyisme...

Suite de la page 5

de cela, ce n'est pas parce que les ouvriers sont en soi trop ignorants et arriérés pour représenter le progrès. Cette conscience arriérée est apportée par les directions traîtres de la classe ouvrière à l'intérieur même du prolétariat. Elle est le résultat depuis dix ans de la campagne sur la « mort du communisme » qui a accompagné la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Et pour ces cinq dernières années c'est notamment le résultat de la politique raciste des directions de la classe ouvrière, qui au gouvernement ont accru la terreur raciste des flics. Les ouvriers ont fini par détester, à juste titre, le gouvernement Jospin et sa politique d'austérité. Et c'est Le Pen qui s'est présenté comme celui qui écoute les « petites gens » contre « le système ». Tout le monde s'en est pris à l'« insécurité », y compris le front populaire qui mettait en œuvre la police de proximité, y compris le PC qui revendiquait un doublement des crédits pour ramener l'ordre dans les banlieues, y compris Laguiller qui disait dans son livre *Mon communisme* : « L'insécurité, qui pourrit la vie de beaucoup de gens, et en particulier des plus pauvres, de ceux qui vivent dans des cités réputées sensibles, ne peut pas, en effet se traiter uniquement [!] par la répression. » Dans ce contexte c'est Le Pen qui raffle la mise quand il dit que tous font du blabla hypocrite, mais que lui seul va traiter sérieusement la question.

C'est cette question qui est au cœur de la lettre ouverte que nous avons envoyée à Lutte ouvrière (LO) au début de la campagne électorale : on ne peut lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat si l'on ne s'adresse pas à cette question. LO a beaucoup parlé pendant des mois contre le gouvernement, mais ils n'ont jamais rien dit contre Vigipirate. LO en fait a soutenu les mobilisations réactionnaires des flics contre la présomption d'innocence. C'est cela qui a rendu impossible pour nous de leur accorder un soutien critique.

Le front populaire pave la voie à la réaction

Donc la première leçon des événements c'est que c'est la collaboration de classes, sous la forme de l'alliance du PS et du PC avec la bourgeoisie pour gérer le capitalisme, qui a pavé la voie au score électoral de Le Pen. Un tel résultat n'est nullement surprenant pour des marxistes.



Vigipirate, renforcé par le front populaire de Jospin-Gayssot, c'est la terreur raciste des flics contre les immigrés et les minorités.

Historiquement le front populaire mène toujours à la montée de la réaction. En effet c'est une alliance avec la bourgeoisie qui sert aux partis ouvriers qui y prennent part d'alibi et de garantie : d'alibi dans la mesure où ils déclarent qu'ils ne peuvent pas aller plus loin parce que cela ferait fuir les bourgeois « progressistes » avec lesquels ils sont en bloc. Et de garantie parce que la présence des bourgeois assure que cette alliance ne sortira pas du cadre de la bourgeoisie. Dans l'alliance entre la bourgeoisie et le prolétariat c'est toujours la bourgeoisie qui est le cavalier et la classe ouvrière le cheval, tout simplement parce que c'est la bourgeoisie la classe dominante. Il y a aussi un aspect de protection mutuelle : il faut bien faire quelques sacrifices pour maintenir l'unité de toutes les forces « progressistes » contre un retour de la réaction. En fait les trahisons de ses propres partis démoralisent la classe ouvrière et la rendent passive jusqu'à ce que la droite revienne en force.

Historiquement il y a beaucoup d'exemples. Il y a le front populaire de 1936 en France, que beaucoup de gens voient de façon positive parce qu'il a amené les congés payés, etc. En réalité le front populaire a démobilisé la classe ouvrière en ramenant les grèves avec occupations d'usines vers la perspective d'une législation sociale « progressiste » au parlement. Il y avait la possibilité pour les ouvriers en France de prendre le pouvoir, mais le danger pour l'ordre capitaliste a été circonscrit grâce à quelques concessions économiques, d'ailleurs vite reprises en termes de salaires grâce à l'inflation. Le livre de Danos et Gibelin [*Juin 36*] explique aussi comment la semaine de 40 heures n'a en réalité jamais vraiment été appliquée. Déjà à l'époque, loin d'accorder l'indépendance à l'Algérie, Blum a fait interdire l'Etoile nord-africaine, l'ancêtre du FLN. Les ouvriers ont progressivement sombré dans la passivité et la démoralisation, au fur et à mesure que le parlement qui avait mis en place le gouvernement Blum adoptait des mesures plus réactionnaires et intronisait des gouvernements plus droitiers, qui ont par exemple en 1938 déchu de leur citoyenneté française des milliers d'immigrés, notamment des Juifs d'Europe de l'Est. Ce même parlement a eu pour dernier acte le vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940.

Ou vous prenez le front populaire espagnol de 1936. Pour ne pas faire peur à une poignée d'avocats véreux, les représentants d'une soi-disant bourgeoisie anti-franquiste, le

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3€ pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50€ (avion 6€)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

160

front populaire qui gérait l'Etat bourgeois espagnol a rendu les usines occupées spontanément par les travailleurs et a remis en place l'ordre bourgeois au nom de la lutte militaire unie contre les franquistes, ce qui a démoralisé les travailleurs révolutionnaires. Le gouvernement républicain de front populaire a refusé de proclamer l'indépendance du Maroc pour ne pas faire peur aux bourgeois «de gauche» : il a ainsi préservé la cohésion des troupes franquistes qui comprenaient de nombreux bataillons coloniaux. Le résultat, comme chacun sait, a été la victoire de Franco et plus de 35 ans d'une dictature militaire bonapartiste cléricalle et réactionnaire. Les anarchistes en 1936 ont fait partie de ce gouvernement de front populaire, ainsi que le POUM qui malgré la légende n'était pas trotskyste.

Car Trotsky a lutté d'arrache-pied contre le front populaire, pour l'indépendance de classe face à la bourgeoisie. Dans le *Programme de transition* de 1938 il écrivait : «[...] la politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.» C'est pourquoi Trotsky disait ailleurs que le front populaire n'est pas une tactique, mais le plus grand crime. En particulier le «front populaire antifasciste» est une illusion des plus cruelles, car il pave la voie au fascisme. Prenons y compris le gouvernement Jospin. Il a gagné une majorité parlementaire en 1997 après 14 ans de mitterrandisme ; seul le maintien du FN au deuxième tour dans des dizaines de circonscriptions avait pu mobiliser suffisamment de travailleurs pour voter PS-PC contre le FN, suivant d'ailleurs en cela la consigne de vote de Lutte ouvrière. Non seulement Jospin ne nous a pas débarrassés du FN, comme beaucoup l'ont cru après la scission avec le MNR, Jospin s'est lui-même ignominieusement effondré en laissant la place à une poussée électorale du FN.

Pourtant c'est encore une fois la mobilisation «antifasciste» que le front populaire, après nous avoir menés au score de Le Pen, nous a immédiatement resservie. La collaboration de classes avec les «démocrates» bourgeois a atteint un nouveau paroxysme avec l'appel frénétique au vote Chirac de la part du PS, du PCF et même de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). La LCR avait fait campagne en laissant croire à ses partisans les plus naïfs qu'ils n'allaient pas soutenir Jospin au deuxième tour ; ils ont fini par soutenir Chirac lui-même ! C'est leur ticket d'entrée dans la «Gauche unie». D'ailleurs dans *l'Humanité hebdo* d'aujourd'hui [18-19 mai] vous pouvez voir les quatre photos de couverture avec [Hollande du PS, Buffet du PC, Voynet des Verts, et] Besancenot pour la «reconstruction de la gauche». Il y a en page 6 une interview de Besancenot qui dit «alors la LCR est prête à s'engager, y compris dans la "gestion des affaires publiques".»

Tous ces gens-là ont cyniquement exploité la colère et l'angoisse, y compris parmi la communauté d'origine immigrée, face au danger Le Pen. Le PS est descendu lui-même dans la rue en masse, pour la première fois en cinq ans. Il est certain que, de par son histoire et ses conceptions, Le Pen est un fasciste. Mais le FN de Le Pen fait en ce moment des gains importants essentiellement en tant que parti électoral, de façon similaire au FPÖ de Haider en Autriche. La France n'est pas assiégée par des bandes fascistes organisées qui attaquent les piquets de grève et le

parlement, comme le faisaient les fascistes en février 1934 en France. Comme l'écrivait Trotsky à cette époque :

«La signification historique du *fascisme* est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.»

— *Où va la France ?* (octobre 1934)

Comme le prolétariat ne pose pas un danger pour l'ordre bourgeois aujourd'hui, la bourgeoisie française ne voit pas la nécessité de lâcher ses chiens fascistes en tant que dernier recours pour annihiler le mouvement ouvrier. Cependant les gains électoraux de Le Pen vont effectivement encourager les bandes fascistes à sortir de leur trou et à mener des attaques contre les secteurs les plus vulnérables de la société, notamment les immigrés à la peau foncée. Ces derniers jours il y a déjà eu une recrudescence des attentats racistes contre des mosquées, et une bande a tiré des coups de feu sur des réfugiés kurdes près du camp de Sangatte ; il y a eu des blessés graves.

Ce qui s'est passé le Premier Mai montre clairement que tous ces groupes qui ont fomenté la panique au soir du 21 avril n'ont pas la moindre perspective de lutter contre les provocations fascistes. Le 1^{er} Mai Le Pen avait 10000 partisans le matin. Il aurait été possible pour les syndicats d'organiser des contingents ouvriers pour occuper la place du Châtelet où allait se rassembler le cortège de Le Pen. Cette racaille se serait tout simplement évaporée, face à une démonstration de force de la classe ouvrière, y compris montrant sa détermination à se défendre contre toute attaque violente des fascistes. Mais ni le PS, ni le PC, ni la LCR, ni LO, ni les fédérations syndicales n'avaient la moindre intention d'avancer une telle perspective, parce qu'elle aurait ouvert la voie à une mobilisation politiquement indépendante de la classe ouvrière, une chose que ces serviteurs loyaux de la démocratie bourgeoise craignent plus que Le Pen lui-même. Tout ce qu'ils ont fait c'est de mobiliser la classe ouvrière et les opprimés derrière le candidat de la bourgeoisie Chirac (sauf LO). Voter Chirac n'est pas un moindre mal électoral compatible avec une perspective de lutte de classe dès le 5 mai à 20 heures une minute, comme l'a prétendu la LCR.

Il faut ajouter quelque chose concernant Lutte ouvrière. LO a résisté à cette furie pro-Chirac, même s'ils ont un peu vacillé au début. Ils viennent même de publier des polémiques exceptionnellement acerbes contre la LCR. Ils ont refusé de faire des listes communes avec la LCR. Très bien !

Faut-il alors que les marxistes accordent un soutien critique à LO aux prochaines élections législatives ?

Brochure de la LTF

Lutte ouvrière : ékonomisme et étroitesse nationale

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévik* polémiquant contre Lutte ouvrière sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

3 € (76 pages)

Commande : Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Comme vous le voyez sur notre tract d'hier [voir page 6], la réponse est non. Il est vrai que ces dernières semaines LO s'était mise à mentionner la question du racisme comme pratiquement jamais auparavant. Dans un article publié le 10 mai dans *Lutte Ouvrière*, ils écrivaient comment la politique anti-immigrés de Mitterrand et Jospin notamment avait fait le lit de Le Pen. Ca ne vous rappelle pas ce qu'on écrit depuis des mois? Effectivement il n'y a que deux manières de s'opposer à l'unité avec Chirac : soit du côté de Le Pen, soit en empruntant nos arguments. Maintenant c'est bien facile, mais quand Jospin était au pouvoir, pourquoi est-ce que LO était silencieuse? LO est incapable de tirer les leçons, parce qu'ils n'ont pas rompu avec leur politique. Et dès que Chirac a organisé la campagne policière, LO a capitulé. Leur édito de cette semaine déclare que Sarkozy, avec sa tournée nocturne à Saint-Denis visant des prostituées, fait de la mise en scène qui ne «résoudra pas l'insécurité dans les quartiers populaires, cela ne supprimera ni le proxénétisme, ni l'exploitation de ces malheureuses».

Est-ce que ce n'est pas là de la prostitution face à la campagne sécuritaire? Déjà dans le *Lutte de classe* qui vient de sortir ils ont 14 pages d'analyse des élections, où le racisme mérite à peine une mention. Mais dans *Lutte Ouvrière* de cette semaine [17 mai] non seulement ils n'ont rien sur les nouvelles mesures policières du gouvernement, ils ont un gros article qui se place clairement dans le cadre de la campagne sécuritaire :

«Il est vrai, bien sûr, qu'indépendamment de la démagogie des politiciens, un sentiment d'insécurité a grandi au cours des dernières années, empoisonnant la vie d'une partie des classes populaires.»

Et ils continuent en se plaignant de la «quasi disparition de la présence de policiers dans les quartiers populaires» et en revendiquant :

«Quant aux tâches de police indispensables à la vie en collectivité, elles devraient être assurées par des personnes suffisamment proches des habitants du quartier où elles sont affectées pour pouvoir ainsi désamorcer bien des conflits.»

LO dit un franc «oui» à la police, seulement elle doit être de proximité et non pas faire des «interventions musclées». Ils avaient revendiqué des gilets pare-balles et des ordinateurs pour la police en novembre, est-ce qu'ils vont approuver maintenant les flash-balls pour la «police de proximité»? Nous marxistes nous pensons au contraire que la police ce sont des bandes d'hommes armés servant de chiens de garde pour la propriété capitaliste.

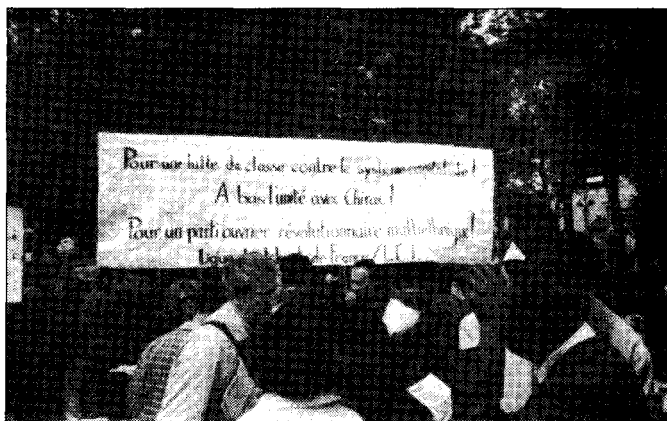
LO attaque fort justement le cynisme des LCR et Cie qui ont fait croire à un danger immédiat de prise du pouvoir par les fascistes, dans le but de pousser leur ligne de reconstruire un front populaire et même de s'unir derrière Chirac ; mais LO verse dans le travers inverse en disant :

«En effet, si Le Pen a été présent au deuxième tour, ce n'est pas parce qu'il s'était renforcé autant qu'on l'a dit, puisqu'il a eu à peine deux cent mille voix de plus qu'en 1995.»

— *Lutte Ouvrière*, 10 mai 2002

S'il n'y a pas de montée particulière de la réaction raciste, cela économise à LO l'analyse de pourquoi LO n'a pas lutté contre cela pendant les cinq ans de gouvernement de front populaire.

La lutte contre la terreur raciste doit s'accompagner d'un programme pour lutter contre le système capitaliste tout entier, qui secrète le racisme continuellement. Et cela ne peut pas se limiter à de minables revendications économiques qui sont souvent complètement utopiques, comme



Des centaines de milliers de manifestants ont protesté le 1er Mai contre les gains électoraux du fasciste Le Pen. La LTF a avancé un programme lutte de classe contre le vote Chirac.

quand LO revendique l'«interdiction des licenciements», alors que les licenciements et le chômage sont un mécanisme fondamental du marché du travail capitaliste. Trotsky polémiquait ainsi en 1935 contre les réformistes de l'époque :

«L'énoncé des revendications immédiates est fait de façon très générale : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. Pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre, dans les conditions de la crise sociale actuelle, la lutte pour ces revendications. Tout ouvrier comprend pourtant qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut *briser leur volonté* : on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une autre ne peut se développer seulement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un *cercle vicieux*. C'est là que se trouve la cause principale de la stagnation du front unique.

«La thèse marxiste générale, selon laquelle *les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire*, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder *quelque chose* aux ouvriers que s'ils sont menacés de *tout perdre*.

«Cependant, même les "concessions" les plus importantes dont soit capable le capitalisme contemporain, acculé dans l'impasse, resteront insignifiantes en comparaison de la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de *l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.»

— *Encore une fois, où va la France?*

Les trotskystes et la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique

Pour comprendre ce qui se passe en France aujourd'hui il faut vraiment avoir une boussole internationale. C'est dans toute l'Europe qu'on voit l'extrême droite arriver au pouvoir. Cela fait suite à des années de gouvernement social-démocrate dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Ces gouvernements se sont attaqués à détruire

l'Etat-providence, des systèmes sociaux gagnés au prix de luttes ouvrières acharnées. Depuis que l'Union soviétique a été détruite il y a dix ans, la bourgeoisie redouble d'offensive. Maintenant vous avez LO, le PT de Pierre Lambert, la LCR de Krivine/Besancenot, qui protestent contre ces attaques. Nous disons que ces attaques se sont renforcées parce que la classe ouvrière internationale a subi une grave défaite en URSS et en Europe de l'Est; un cataclysme s'est abattu sur les travailleurs de la région, avec une destruction brutale de tous leurs moyens d'existence; et beaucoup d'ouvriers dans le monde en ont tiré la fausse conclusion que le socialisme c'est un système qui ne marche pas et que l'on est obligé d'accepter le capitalisme.

Mais où étaient tous ces groupes dans cette bataille il y a dix ans et avant? Nous disons souvent que celui qui n'est pas capable de défendre des positions déjà conquises ne pourra en gagner de nouvelles. Eh bien nous avons été les seuls à défendre les acquis de la révolution d'Octobre 1917 jusqu'au bout, pendant que LO, LCR et PT ont tous soutenu à divers titres les forces de la contre-révolution capitaliste.

L'Opposition de gauche de Trotsky à la montée de la bureaucratie stalinienne était dès le départ entièrement basée sur la défense de la révolution d'Octobre, sur la défense des acquis qu'elle avait apportés à la classe ouvrière. Et cette lutte se plaçait clairement dans un cadre international: pour l'extension de la révolution socialiste aux centres impérialistes et à l'ensemble du monde, et une bataille à l'intérieur de l'Union soviétique contre la bureaucratie montante dont la politique mettait en danger la révolution. Le stalinisme c'est une caste parasitaire qui oscille constamment entre défendre ses positions qui reposent sur la propriété collectivisée, ce qui peut l'amener à défendre par ses propres moyens cette propriété collectivisée, et de l'autre côté se faire la courroie de transmission de la pression de l'impérialisme capitaliste sur l'Etat ouvrier isolé.

Quand nous parlons de la «question russe», nous voulons exprimer cette perspective prolétarienne révolutionnaire internationaliste; cela s'est traduit par notre lutte pour préserver et étendre les acquis de la révolution jusqu'au bout, contre toutes sortes de dangers et de renégats: Kautsky, le dirigeant de la social-démocratie allemande, a lutté dès 1917 contre la Révolution russe au nom de la «démocratie» (j'y reviendrai); les anarchistes (ceux qui ne se sont pas joints à l'Internationale communiste, contrairement à Victor Serge en France, au Juif polonais Hersh Mendel ou à des syndicalistes comme Cannon aux USA et Rosmer ici), donc les anarchistes dès 1918 ou 1921 ont abandonné toute défense de l'URSS contre la contre-révolution; les staliniens bien sûr; et les divers renégats du trotskysme.

La dernière grande bataille de Trotsky en 1939-1940 a porté précisément sur la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre une opposition petite-bourgeoise qui capitulait à l'hystérie anticommuniste dans les pays impérialistes où il y avait une démocratie bourgeoise suite au pacte Hitler-Staline. Ses écrits les plus importants de cette bataille sont rassemblés dans *Défense du marxisme*, un texte que ni LO, ni les lambertistes, ni les pablistes de la LCR ne donnent à lire à leurs nouvelles recrues. Ces textes défendent le matérialisme dialectique et l'analyse de l'Union soviétique comme un Etat ouvrier dégénéré; les ouvriers du monde devaient défendre la propriété collectivisée issue de la révolution d'Octobre et sur laquelle continuait à se baser l'Etat soviétique, malgré l'usurpation du pouvoir politique

par une clique parasitaire de bureaucrates staliniens. Cette analyse est confirmée par la négative quand on voit les conséquences catastrophiques non seulement pour les travailleurs de l'ex-URSS, mais pour les opprimés et exploités par le monde entier, de la restauration du système capitaliste par l'ex-bureaucrate stalinien Eltsine en 1991-1992.

Trotsky expliquait que la bureaucratie stalinienne soviétique n'avait pas de position indépendante au niveau des formes de propriété: elle n'était pas une classe sociale, mais une caste sociale parasitaire qui s'appropriait une partie, il est vrai exorbitante, des marchandises produites dans le cadre de la propriété d'Etat. Mais elle ne pouvait pas posséder individuellement les moyens de production eux-mêmes, c'est-à-dire les usines, ni les transmettre en héritage. La défense trotskyste de l'URSS veut dire que nous défendions ces formes de propriété collectivisées de façon inconditionnelle, c'est-à-dire sans poser comme condition préalable le renversement de la bureaucratie stalinienne.

Finalement l'URSS a été détruite il y a maintenant dix ans, en 1991-1992. Eltsine a pu prendre le pouvoir en août 1991 et restaurer le capitalisme dans les mois qui ont suivi. Nous, trotskystes, avons à l'époque diffusé à Moscou et ailleurs des dizaines de milliers de tracts appelant les ouvriers soviétiques à balayer les barricades d'Eltsine. S'il n'y a pas eu de résistance ouvrière de masse à cette catastrophe, c'était le résultat de décennies de domination stalinienne qui avaient atomisé la classe ouvrière et oblitéré la mémoire révolutionnaire issue de la révolution d'Octobre, y compris physiquement avec le meurtre de toute la couche qui avait fait la révolution.

Le «spectre du trotskysme»

Une partie de la récente campagne électorale en France a tourné autour du spectre du trotskysme. Vous aviez au moins quatre candidats qui étaient considérés comme trotskystes ou ex-trotskystes: Jospin, Laguiller, Besancenot et Gluckstein. C'est sûr qu'il y a un mouvement vers la droite marqué par les gains des fascistes dans ces élections, mais il y a quand même une polarisation à la base, qui s'est exprimée en France dans le vote pour LO et LCR, et aussi dans les énormes manifs contre Le Pen. Cela inquiète la bourgeoisie, car elle sait que le communisme n'est pas aussi mort qu'elle le prétend triomphalement.

Afghanistan

Collection d'articles de la LCI/LTF

Printemps 1980 (*Spartacist* n° 15-16) :

« Salut à l'Armée rouge ! »

Mars 1989 (*Le Bolchévik* n° 91) :

« Contre les mollahs de la CIA égorgeurs de femmes : guerre à mort ! »

« LO, LCR et l'Afghanistan : ils ont hurlé avec les loups impérialistes »

« Pour un soutien militaire internationaliste au gouvernement afghan ! »

Hiver 1996/97 (*Le Bolchévik* n°141) :

« Afghanistan : l'enfer pour les femmes »

0,80 €

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Années 1980 : Waleśa et Solidarność, syndicat-maison soutenu par la CIA et parrainé par le Vatican, ont été le fer de lance de la contre-révolution capitaliste en Pologne. La LCR a sauté à pieds joints dans la campagne de guerre froide anti-communiste des impérialistes.

La solution de la LCR pour parer à cette chasse aux sorcières c'est... de s'y joindre. Pendant sa campagne électorale Besancenot s'est exprimé ainsi dans *le Monde* [daté du 11 avril], le quotidien national le plus lu du pays, à propos de Trotsky: « Pas sûr qu'il aurait fait forcément mieux que Staline ». A quoi Krivine répond en soulignant que « le facteur n'est pas un homme de lettres ».

C'est surtout contre LO que s'est concentrée la campagne anticommuniste, et elle a redoublé de vigueur depuis que LO a refusé de voter Chirac. Voilà ce que disait à la veille des élections Stéphane Courtois, le coordinateur du *Livre noir du communisme* (Paris-Normandie, 18 avril):

« Le parti communiste est à la fin, à l'agonie. Mais le courant d'idées communiste reste extrêmement puissant: un volant de 15 à 20 % des voix, en comptant une partie des écolos. Ces gens, de sensibilité révolutionnaire sont foncièrement anticapitalistes, anti-américains, et en partie antidémocrates. L'effondrement du PCF déstabilise le dispositif de la politique en France, comme l'effondrement de l'URSS a déstabilisé le monde. [...] Il ne faut pas rire d'Arlette. [...] La dictature du prolétariat, c'est la dictature du prolétariat. Il faut prendre conscience de ce que ça [a] été, le communisme, de ce que ça peut être. Je pense que, faute de prise de conscience, la situation devient un peu dangereuse. »

Apparemment Courtois prépare un *Livre noir* numéro deux, on peut supposer que ce sera sur les soi-disant crimes de Trotsky. Quoi qu'en dise Courtois, Arlette n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat, mais Trotsky si: c'est lui qui a dirigé avec Lénine la révolution d'Octobre 1917 en Russie, organisé l'Armée rouge contre la contre-révolution et ensuite dirigé la lutte contre la dégénérescence stalinienne du pouvoir soviétique.

En 1979 nous avons salué l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan. Il est certain que ce n'était plus l'Armée rouge de Trotsky, mais elle continuait à défendre les formes de propriété collectivisées issues de la révolution d'Octobre. Avec cette intervention on avait une nouvelle confirmation du caractère *contradictoire* de la bureaucratie stalinienne. Même si cette intervention se faisait uniquement pour des raisons géopolitiques défensives, l'intervention soviétique allait à l'encontre du dogme stalinien nationaliste du « socialisme dans un seul pays ». Elle ouvrait la possibilité non seulement d'acquiescer formidables pour les

peuples afghans et surtout les femmes effroyablement opprimées, mais aussi la perspective de ressusciter le programme d'internationalisme prolétarien révolutionnaire en Union soviétique.

Mais LO, loin de saluer cette intervention, la comparait avec la sale guerre des impérialistes américains au Vietnam – regardez cette première page de *Lutte de classe* du 7 juillet 1980! A toutes les échéances de la guerre froide LO a pris le côté des forces de la contre-révolution. J'invite les camarades à revoir notre polémique contre LO sur la question russe que nous avons publiée dans *le Bolchévik* n° 153 (été 2000).

En ce qui concerne la LCR je ne vais pas m'étendre parce que leur ligne est tellement ouvertement anti-communiste. La LCR, quand elle s'est attachée au char de Mitterrand dans les années 70, s'est mise à soutenir la contre-révolution en URSS et dans les pays de l'Est. Comme pour Bensaïd la contre-révolution l'a emporté déjà dans les années 30, cela justifie leur soutien à la démocratie bourgeoise contre le « totalitarisme soviétique » depuis 20 ans. Aujourd'hui les pablistes de la LCR se présentent comme de vulgaires démocrates bourgeois. Leur dirigeant international Mandel annonçait dès les années 80 qu'il était prêt à jeter aux orties le label « trotskyste » pour entrer dans un bloc avec des petits-bourgeois « radicaux » quelconques. La LCR a vraiment adopté la « mort du communisme », au point que dans sa campagne électorale Besancenot a beaucoup parlé de démocratie, et qu'« un autre monde est possible », mais manifestement pas un monde socialiste puisque même le mot de « socialisme » ou « communisme » était absent de toute sa propagande et de tous ses discours électoraux. Lénine disait de pareils charlatans dans sa polémique contre le renégat Kautsky:

« A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des *classes* distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie *de classe* (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est non seulement une formule *d'ignorant* qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'Etat, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, *dépérira*, mais ne sera jamais une démocratie « pure »). « La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la



La banderole de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) déployée pour la première fois lors de la fête de Lutte ouvrière en mai 1989.

démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise.»

Pour les lambertistes du PT actuel au contraire, le fond de leur approche c'est que la bureaucratie stalinienne est contre-révolutionnaire de bout en bout; avec cela les lambertistes ont fait des blocs avec toutes les forces qui sont vraiment contre-révolutionnaires au nom de la «démocratie»: pour eux la classe ouvrière des Etats ouvriers dégénéré et déformés doit passer par une phase de «démocratie», c'est-à-dire de démocratie bourgeoise, pour pouvoir se régénérer politiquement. Cela a amené les lambertistes, ces soi-disant partisans acharnés de la «laïcité», à contribuer de toutes leurs forces dans les années 80 à la promotion de Solidarność, une organisation cléricale contre-révolutionnaire dirigée par le pape et la CIA.

Prétendre que Jospin ait été «trotskyste» dans les années 70, parce qu'il était avec Lambert, est ridicule. Jospin était dirigeant de la social-démocratie française, le PS. C'est Jospin qui, au début de la deuxième guerre froide (à la fin des années 70), a dirigé l'attaque contre le PCF au nom de l'antisoviétisme, notamment dans un grand débat public

avec Georges Marchais (le dirigeant d'alors du PCF). Si Jospin était lambertiste à ce moment-là, ce que nul ne conteste, cela ne prouve qu'une chose: c'est que le lambertisme n'a rien à voir avec le trotskysme.

Paris est un centre important pour les imposteurs du trotskysme. Mais il y a aussi Londres, avec le SWP dont le dirigeant historique s'appelait Tony Cliff. Les cliffistes sont représentés en France essentiellement par le groupe qui publie *l'Étincelle*. Ils ont été exclus de la Quatrième Internationale pendant la guerre de Corée il y a 50 ans. La justification pour leur refus de défendre la Chine et la Corée du Nord contre leur propre impérialisme britannique et les USA, avec une couverture de l'ONU, c'est que soi-disant l'URSS, la Chine et la Corée du Nord étaient «capitalistes d'Etat». Je voudrais citer notre numéro de *Spartacist* (édition française n° 33, printemps 2000) qui démolit cette pseudo-théorie:

«Aujourd'hui les cliffistes américains déclarent sans complexes: "Les révolutions en Europe de l'Est étaient un pas de côté - d'une forme de capitalisme à une autre" (*Socialist Worker*, 23 avril 1999). Allez dire cela à un ouvrier russe aujourd'hui! L'implosion économique et sociale sans précédent qui a lieu aujourd'hui dans les territoires de l'ex-URSS permet d'apprécier à quel point l'économie planifiée et collectivisée était vraiment *progressiste* historiquement. Dans le chaos de la Russie post-soviétique, les lois du capitalisme ont conduit à l'effondrement économique total: depuis 1991 la production a chuté d'au moins 50 %, les investissements de capitaux de 90 %. Aujourd'hui en Russie, un tiers de la main-d'œuvre urbaine est, dans les faits, sans emploi. 75 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté ou à peine au-dessus, et 15 millions de personnes souffrent de la faim. L'espérance de vie a fait une chute spectaculaire: elle est maintenant de seulement *57 ans* pour les hommes, en-dessous de ce qu'elle était il y a un siècle et, de 1992 à 1997, la population totale a diminué de trois millions et demi de personnes.»

Ce bouleversement catastrophique montre bien que ce n'étaient pas des sociétés capitalistes en URSS ou en RDA. Si c'est cela qui s'est produit avec l'URSS, on peut à peine imaginer le danger qui menace l'Etat ouvrier déformé chinois, dont la base industrielle est considérablement plus

SPARTACIST

Rearmer le bolchévisme
Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste

Bilan critique
Trotsky et l'Opposition de gauche russe

Susan Adams, 1948-2001

LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Spartacist
édition
française n° 34
(automne 2001)

Publié sous la
direction du
comité exécutif
international de la
LCI

1,50 € (64 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Volume relié

SPARTACIST

édition française

Mai 1972 à décembre 1977 (numéros 1 à 14)

25 €

Spartacist est l'organe théorique de la LCI, anciennement tendance spartaciste internationale, depuis sa première conférence internationale déléguée en 1979. Il est publié sur une base non périodique en anglais, français, allemand et espagnol. Depuis 1972 *Spartacist* est une revue reflétant le programme et le travail de la tendance spartaciste au niveau international.

Nous sommes fiers d'annoncer la publication de ce premier volume relié, avec un index chronologique et par sujet, de l'édition française de *Spartacist*.

faible que l'Union soviétique des années 80. L'enjeu est énorme et nous voulons intervenir pour être un facteur dans cette lutte.

Les trotskystes et le parti léniniste d'avant-garde

Aujourd'hui la « gauche » style Filoche ou Bensaïd présente Trotsky comme un vulgaire démocrate bourgeois qui luttait contre le totalitarisme stalinien. Notre analyse est bien différente, et le dernier numéro de *Spartacist* (édition française n° 34, automne 2001) l'explique très bien ; la lutte de Trotsky dans les années 20 contre la montée du stalinisme qui minait les acquis de la révolution s'est faite sur des questions programmatiques ; le régime bureaucratique n'était que l'expression organisationnelle de cette dégénérescence. De l'Allemagne en 1923 à la Chine en 1925-1927, le trotskysme c'est la lutte internationale pour le pouvoir prolétarien. C'est dans ce cadre que s'est toujours placée notre défense de l'Union soviétique et aujourd'hui de la Chine.

Il y a eu un tournant à partir de 1933, avec la faillite complète de la Troisième Internationale stalinisée qui a laissé Hitler prendre le pouvoir sans coup férir : il fallait construire une nouvelle internationale, la quatrième. Le tournant programmatique définitif qui correspondait à la trahison de l'Allemagne, c'est la politique stalinienne des fronts populaires, à partir de 1935, qui codifie la collaboration de classes comme idéologie officielle de la bureaucratie stalinienne et de ses organisations dans le monde.

La Quatrième Internationale de Trotsky se basait sur l'expérience des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, du temps de Lénine. Elle se basait sur l'expérience de la révolution d'Octobre, qui avait été victorieuse parce qu'elle avait été dirigée par le parti bolchévique.

Mais déjà avant la guerre les sections européennes, notamment la section française, avaient beaucoup de faiblesses. Nous avons publié dans les années 80 une brochure sur la lutte de la Quatrième Internationale pour aider la section française à intervenir agressivement en 1938-1939 dans le développement d'une organisation centriste issue de la

social-démocratie, le PSOP. Cannon, le dirigeant de l'organisation trotskyste américaine, avait fait un frustrant voyage pour aider les Français à vaincre leur sectarisme, leurs pratiques cliquistes et anti-internationalistes ; les trotskystes français n'ont malheureusement pas prêté grande attention à Cannon, qu'ils prenaient de haut parce qu'il était américain et ne parlait pas français (une attitude qui ne s'est pas améliorée dans la gauche française !) Notre brochure contient le texte d'une présentation de Cannon qui montre très concrètement comment devait intervenir une organisation bolchévique.

Les ancêtres de LO au contraire ont quitté la Quatrième Internationale du vivant de Trotsky, en 1939, pour se réfugier dans les usines françaises où ils faisaient du travail syndical. Pas étonnant que dans son récent livre *Mon communisme*, Arlette Laguiller passe tout simplement sous silence la moindre connexion avec le trotskysme. Au passage ils sont amenés à nier qu'il y ait eu un tournant qualitatif dans la Quatrième Internationale en 1952-1953, quand Michel Pablo a liquidé le parti en direction des staliens.

En fait, à part les mineurs belges, la seule section de la Quatrième Internationale qui avait une véritable implantation dans le prolétariat, c'était la section américaine. En 1934 ils ont dirigé une grève générale à Minneapolis, avec laquelle s'est construit l'un des plus puissants syndicats américains, le syndicat des camionneurs. Quelques années plus tard c'était cette base prolétarienne du parti qui a défendu le programme bolchévique contre l'opposition petite-bourgeoise (au sens politique comme au sens sociologique) de Shachtman.

Dans la présentation de Cannon de 1939 sur son voyage en France il disait à propos de la section américaine de la Quatrième Internationale, le SWP :

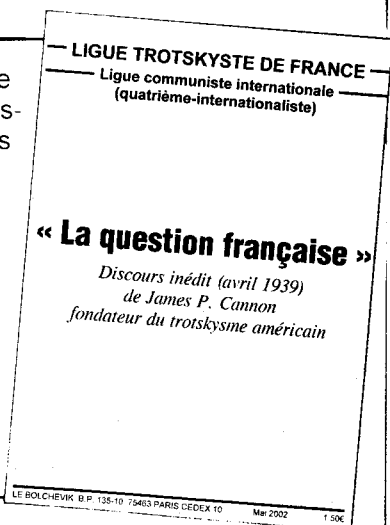
« Notre parti a par beaucoup d'aspects été le plus favorisé dans tout le mouvement international. Nous avons bénéficié de conditions comparativement bonnes pour le développement ininterrompu de notre travail. Il s'est trouvé, que ce soit par hasard ou non, que notre parti a reçu du passé le plus riche des héritages sous la forme de cadres expérimentés. En cela nous avons été capables de maintenir la continuité du mouvement et d'apporter à la Quatrième Internationale l'expérience inestimable du mouvement qui l'a précédée. »

Cette estimation était doublement vraie au sortir de la Deuxième Guerre mondiale ; le mouvement trotskyste en Europe avait été décimé par les nazis et les staliens. C'est finalement par les USA, relativement épargnés, que s'est maintenue la continuité du marxisme révolutionnaire. En réaction à la guerre froide à partir de 1947 les staliens ont fini par établir des Etats ouvriers en Europe de l'Est, qui étaient bureaucratiquement déformés dès le départ. Un dirigeant de la Quatrième Internationale en Europe, Michel Pablo, a commencé à développer à partir de 1951 une nouvelle théorie suivant laquelle les staliens pouvaient adopter une politique « approximativement révolutionnaire », et qu'il fallait liquider la Quatrième Internationale pour entrer dans les partis staliens pour les pousser vers la gauche. Et sur cette base la Quatrième Internationale a été détruite au début des années 50 par les ancêtres de Krivine/Besancenot.

Dans ce que nous appelons le révisionnisme pabliste de 1951-1953 il y avait en apparence une orientation pro-Staline, puisqu'ils attribuaient un rôle progressiste à la bureaucratie stalinienne. Mais la question principale dans ce révisionnisme, c'est qu'ils renonçaient à la nécessité d'un

« La question française »

Une série de textes de Cannon, dirigeant trotskyste américain, après sa mission en France en 1939. Il dissèque certaines des faiblesses historiques du trotskysme français. Des classiques toujours riches d'enseignements pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.



1,50 € (24 pages)

parti léniniste d'avant-garde pour intervenir dans les luttes de la classe ouvrière et des opprimés afin de transformer leur conscience et de les amener au véritable communisme. Effectivement Pablo et ses successeurs ont cherché alternativement les plus diverses « avant-gardes » à pousser vers la gauche. La dernière lubie en date des pablistes, et assurément la plus obscène, c'est de présenter les gaullistes français comme le rempart de la « démocratie » en votant pour Chirac le 5 mai.

En lisant *les Trotskysmes* du pabliste Bensaïd on ne se douterait pas que les ancêtres politiques de Bensaïd ont passé en France plus de dix ans enfouis dans le PCF. Aujourd'hui Bensaïd cherche à minimiser l'importance de la bataille politique de 1951-1953 sur la question de la liquidation pabliste du parti. Bensaïd dit qu'au fond cela ne valait pas la peine de scissionner sur une question aussi futile que la question du parti, puisque premièrement beaucoup d'anti-pablistes ont fini par refusionner avec les pablistes dix ans après, et deuxièmement les pablistes n'étaient pas si pro-Staline que ça puisqu'ils ont soutenu la révolte ouvrière de Berlin-Est en juin 1953. Ce qu'il ne dit pas c'est que les pablistes ont prôné alors l'auto-réforme de la bureaucratie stalinienne, pendant que les trotskystes ont lutté pour une révolution politique prolétarienne, dirigée par un parti trotskyste, et qui renverserait la bureaucratie stalinienne en défendant les acquis de la propriété collectivisée. C'est la même chose que nous avons faite en 1989 quand nous avons jeté toutes nos forces pour diriger une révolution politique contre le régime est-allemand qui abdiquait et qui a fini par livrer la RDA à la bourgeoisie d'Auschwitz.

Face au révisionnisme pabliste il y a eu une lutte programmatique en 1952-1953, même si elle a été partielle et tardive. C'étaient essentiellement Cannon aux USA, et Lambert en France, qui se sont opposés à Pablo. En ce qui concerne Lambert, ses appétits allaient en direction de la bureaucratie de Force ouvrière, la scission anticommuniste de la CGT de 1947, où beaucoup de militants trotskystes avaient acquis des positions après avoir été exclus de la CGT par les staliniens. Avoir des positions dans l'appareil anticommuniste de Force ouvrière et en même temps se liquider dans le PCF étaient deux perspectives totalement incompatibles. Ce sont les perspectives dans FO qui gou-

vernaient l'anti-pablisme de Lambert. Donc c'est par Cannon aux USA qu'est passée la continuité du trotskysme, puis par nous quand le parti de Cannon lui-même a commencé à dégénérer au début des années 60, au point de se remettre avec les pablistes en 1963. Nos camarades de l'origine de notre tendance ont entamé une lutte fractionnelle contre la dérive centriste du SWP sur plusieurs questions, avant d'être exclus bureaucratiquement en 1963.

Pour revenir à la bataille de 1953, notre revue *Spartacist* (n° 30) contient pas mal de documents de la bataille menée par Cannon en 1953 contre la liquidation de la Quatrième Internationale par Pablo. Voilà ce que Cannon écrivait en 1953 :

« La direction est le problème non résolu de la classe ouvrière du monde entier. La seule barrière entre la classe ouvrière mondiale et le socialisme est le problème non résolu de la direction. Voilà ce que veut dire "la question du parti". C'est ce que veut dire le *Programme de transition* quand il déclare que la crise du mouvement ouvrier est la crise de la direction. Ça veut dire que tant que la classe ouvrière n'aura pas résolu le problème de créer le parti révolutionnaire, l'expression consciente du processus historique qui pourra diriger les masses en lutte, la question restera non résolue. C'est la plus importante de toutes les questions : la question du parti. »

— *Spartacist* édition française n° 30, printemps 1997

La lutte pour de nouvelles révolutions socialistes aujourd'hui, cela veut dire lutter pour construire ce parti. C'est quelque chose de très concret. Par exemple en Chine les ouvriers luttent contre les incursions capitalistes qui jettent des millions de travailleurs au chômage et menacent l'Etat ouvrier déformé chinois. Malgré nos forces très petites internationalement nous avons produit maintenant plusieurs brochures en chinois pour tenter d'intervenir dans cette situation et être un facteur pour que les ouvriers se dotent du parti qu'il leur faut pour renverser la bureaucratie stalinienne parasitaire et préserver et étendre les acquis de la révolution de 1949. Nous cherchons à réimplanter les traditions du trotskysme chinois finalement détruit par Mao.

En Europe de l'Ouest les luttes des ouvriers sont nombreuses. Il y a la lutte des métallos allemands contre les capitalistes et le gouvernement SPD-Verts. Toute la presse française a eu des articles là-dessus tous les jours ; c'est en partie pour conjurer ce danger que Chirac se présente comme le champion de l'unité de la nation et le garant de la « démocratie ». Les ouvriers ne manquent pas de combativité. Internationalement il y a des révoltes populaires, que ce soit en Argentine ou en Palestine. La question c'est de passer des « explosions de colère », comme en révent LO ou les anarchistes à l'occasion, à un plan concerté pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Et c'est cela qui nécessite un parti bolchévique, un parti marxiste qui a assimilé les leçons des défaites et des victoires passées du prolétariat international, et qui les concentre dans un *programme*. Il faut que les ouvriers soient gagnés à ce programme révolutionnaire internationaliste.

Aujourd'hui avec la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, et la campagne de la « mort du communisme », le marxisme n'est plus une idéologie reconnue par les ouvriers avancés comme allant de soi. Il y a un retour des vieilles idées qui avaient prouvé au moins depuis Octobre 1917 leur banqueroute, comme l'anarchisme. Il faut à nouveau motiver le marxisme auprès des ouvriers, des femmes, des jeunes et des opprimés qui veulent en finir avec ce système capitaliste d'oppression. C'est pour construire ce parti international de la révolution socialiste que nous luttons.

Allemagne 1989-1990 : révolution ou contre-révolution
-traduit de *Workers Vanguard* n° 730 et 731, 25 février et 10 mars 2000

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé
-Le *Bolchévik* n°122, janvier-février 1993

0,80 €

Commande : LB, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
Jun 2000 5P

Allemagne 1989-1990 : révolution ou contre-révolution
— traduit de *Workers Vanguard*, n° 730 et 731, 25 février et 10 mars 2000

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé
— le *Bolchévik* n° 122, janvier-février 1993

LE BOLCHEVIK B.P. 135-10 75463 PARIS CEDEX 10

Déclaration...

Suite de la page 2

mande a été rejetée. Au Danemark le nouveau gouvernement s'arroge le droit de révoquer l'asile accordé à des réfugiés, s'il décide que le pays qu'ils ont fui est redevenu suffisamment « démocratique ».

La Grande-Bretagne décadente incite à la haine raciale à un âge précoce et inculque le patriotisme et la loyauté à la Couronne: elle menace de séparer de force les enfants des demandeurs d'asile des autres élèves. En Allemagne, nos camarades du Parti ouvrier spartakiste luttent activement contre la surveillance électronique raciste des étudiants. Dans ce climat réactionnaire, les ouvriers immigrés et les étudiants étrangers risquent non seulement la persécution aux mains de l'Etat capitaliste mais la violence raciste dans la rue, qui s'est intensifiée. Comme le faisaient remarquer nos camarades irlandais après le meurtre d'un étudiant chinois, « C'est l'Etat capitaliste irlandais qui porte fondamentalement la responsabilité du meurtre de Zhao, avec sa politique anti-immigrés qui a donné le feu vert aux terroristes racistes. »

Partout des familles sont déchirées à cause des restrictions au « regroupement familial ». Ce sont les femmes qui en sont les premières victimes. Si elles arrivent à rejoindre leur mari en Europe, elles sont souvent privées du droit de travailler et sont donc obligées de faire des boulots au noir, dangereux et mal payés. En France, il y a un véritable « marché matrimonial » lié aux lois anti-immigrés qui se développe comme un cancer dans les communautés immigrées: un mariage arrangé avec une jeune femme qui a la nationalité française peut représenter le dernier espoir d'échapper à la pauvreté et à la répression politique dans un autre pays. Les portes qui se ferment à l'immigration et la ségrégation des communautés opprimées tendent à encourager et à aider à perpétuer les mariages arrangés, les kidnappings, l'excision, les femmes battues et les meurtres « pour l'honneur » qui sont tous en augmentation en Europe. Ces faits montrent que même une revendication démocratique minimale comme les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui ont réussi à entrer dans un pays européen, est littéralement une question de vie ou de mort, surtout pour les femmes.

La bataille sordide entre la Grande-Bretagne de Blair et la France de Chirac pour fermer le centre de réfugiés de la

Croix-Rouge à Sangatte montre à quel point le « monde libre » est un leurre; elle montre aussi qu'il y a un lien direct entre la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est d'une part, et la montée de la misère économique, de la guerre impérialiste et de la répression politique d'autre part. Sangatte est plein de réfugiés fuyant les guerres sanglantes menées par l'impérialisme US et ses alliés de l'OTAN. Le nationalisme meurtrier, qui a servi de conduit idéologique à la contre-révolution capitaliste pour détruire les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est, a déraciné des populations minoritaires y compris les Roms et les Sintis (Tsiganes) qui ont été pris dans le bain de sang des « épurations ethniques » il y a dix ans. La guerre de 1999 dans les Balkans, menée par les USA et l'OTAN, a dévasté ce qui restait de l'ancienne Yougoslavie et a provoqué une nouvelle vague de réfugiés. Il y a aussi aujourd'hui dans le camp de Sangatte beaucoup d'Irakiens fuyant la faim causée par le blocus imposé à l'Irak par l'ONU depuis dix ans.

Des milliers d'Afghans ont fui l'enfer créé par le soutien de l'impérialisme US aux *moudjahidins* anti-femmes. Lorsque les forces soviétiques sont entrées en Afghanistan en 1979 après plusieurs requêtes du gouvernement nationaliste de gauche du PDPA, nous, à la Ligue communiste internationale, nous avons ouvertement proclamé « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans! » La trahison qu'a commise Gorbatchev en retirant ses troupes en 1988-1989 a mené tout droit à la victoire des intégristes islamistes et finalement au règne des Talibans, un vrai monstre de Frankenstein créé par les impérialistes US avec l'aide de leurs alliés pakistanais. Maintenant, c'est la terreur des bombardements de Bush, Blair et Cie au nom de la « guerre contre le terrorisme » qui a créé des milliers de réfugiés supplémentaires.

Chirac, reprenant la promesse de campagne de Le Pen de fermer le camp de Sangatte en expulsant les réfugiés, a annoncé le plan de fermeture du camp et, en attendant, il prépare la construction d'énormes barrières autour des voies de chemin de fer et l'installation de détecteurs de battements cardiaques sophistiqués dans le tunnel. Pour ne pas se laisser devancer, Tony Blair mobilise la marine nationale pour renvoyer les bateaux de réfugiés (en d'autres termes leur tirer dessus et les couler). Il projette d'enfermer



Londres, 13 mars : protestation à l'initiative du groupe de jeunesse de notre section britannique, le Spartacus Youth Group, à l'université SOAS : "Les lois anti-terroristes visent les immigrés, les minorités, la classe ouvrière et la gauche! A bas les lois anti-terroristes et la chasse aux sorcières anti-immigrés du gouvernement travailliste!"

les demandeurs d'asile dans des camps de détention militarisés et de blanchir l'Angleterre en expulsant par avion tous les immigrés à la peau foncée et en excluant sans vergogne tous les gens de race différente cherchant à entrer dans le pays via d'autres aéroports d'Europe.

Quant à ceux qui réussissent à entrer en Grande-Bretagne, ils devront porter sur eux des cartes d'identité. Ces mesures d'Etat policier sont faites pour enrégimenter et habituer toute la population à ce que ses droits démocratiques soient réduits, à accepter les contrôles d'identité comme chose « normale », à réduire la liberté d'expression et empêcher que les ouvriers s'organisent politiquement contre le gouvernement et la bourgeoisie. C'est dans ce but que toute la gamme de politiciens capitalistes à droite comme à gauche attisent l'hystérie contre les immigrés « ennemis intérieurs ». C'est « Vigipirate » qui sert de modèle pour le contrôle policier des populations arabes, africaines, turques et asiatiques en Europe de l'Ouest. L'importante communauté d'origine maghrébine, en particulier les jeunes, se fait systématiquement brutaliser par la police française qui les soumet à des contrôles d'identité jusque dans



La police française de Vichy a pris elle-même l'initiative de déporter les Juifs dans les camps de la mort nazis.

les cages d'escalier de leurs immeubles ; ils sont traités comme des « criminels » et des gens en surplus. La France a changé son code de la nationalité et les enfants nés en France de parents étrangers ne sont plus automatiquement des citoyens français, ce qui permet de préparer le terrain à des expulsions en masse si nécessaire. Derrière la façade de « liberté, égalité, fraternité », il y a toute une histoire d'expulsions en masse chaque fois que la bourgeoisie française l'a trouvé politiquement ou économiquement avantageux. Entre les deux guerres c'était les immigrés polonais et italiens qui ont été expulsés en masse, et sous le gouvernement de Vichy les Juifs ont été déchus de leur nationalité française et déportés dans les camps de la mort nazis.

Le capitalisme a besoin d'un épouvantail. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'hystérie orchestrée à propos du « péril vert » de l'intégrisme islamiste a remplacé le « péril rouge ». Cela atteint des sommets depuis le 11 septembre. D'ailleurs un nouveau mot, l'« islamophobie », a été créé pour « expliquer » les attaques contre les femmes voilées, les hommes qui portent des turbans et tous ceux qui sont suspectés d'être d'origine arabe. On empêche aussi sur les libertés et on fait appel à la ferveur patriotique pour criminaliser toute opposition politique et interdire les

partis et mouvements de libération nationaux comme le PKK kurde, le FPLP palestinien, les guévaristes turcs du DHKC et l'organisation basque Batasuna en Espagne. Pendant ce temps-là, les terroristes d'Etat des pays les plus importants font pleuvoir les bombes sur l'Irak et menacent de l'envahir ; ils continuent à sévir en Afghanistan et arment l'Etat sioniste d'Israël dans la guerre qu'il mène contre le peuple palestinien. Et maintenant le chef du « monde libre » a le culot de dire au peuple palestinien qu'ils ont le droit d'élire pour les représenter dans les territoires occupés et leur patrie envahie par les troupes de choc sionistes. Israël hors des territoires occupés ! Défense du peuple palestinien !

L'oppression raciste est inhérente au capitalisme

Le « programme maximum » du réformisme social-démocrate et des groupes soi-disant d'extrême gauche qui leur servent d'apologistes, c'est de restaurer l'« Etat-providence » et donner un visage humain à l'austérité capitaliste. Malgré tous les mythes que répandent des réformistes comme Lutte ouvrière, qui font campagne pour « interdire les licenciements » et demandent que les flics s'attaquent aux « vrais crimes » plutôt que de terroriser les immigrés, la vérité c'est que sous le capitalisme, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, et que l'oppression raciale *fait intrinsèquement partie* du fonctionnement de tout ce système pourri au niveau national et mondial. Que le gouvernement soit dominé par les sociaux-démocrates ou l'extrême droite, les lois du capitalisme sont les mêmes : plus on travaille, plus on produit de richesses pour les autres et plus la précarité augmente, avec le risque de se faire licencier. Quand il en ressent le besoin, le capitalisme importe de la nouvelle main-d'œuvre à bon marché au bas de l'échelle du prolétariat, essentiellement des immigrés de pays pauvres dont on peut se débarrasser en cas de récession économique. Comme le disait Karl Marx dans le *Capital* (tome 1) : « [...] dès qu'ils [les travailleurs] découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les [travailleurs] surnuméraires ; dès qu'afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi "naturelle" de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés, aussitôt le capital et son sycophante l'économiste de crier au sacrilège, à la violation de la loi "éternelle" de l'offre et la demande. Il est vrai qu'ailleurs, dans les colonies, par exemple, où la formation d'une réserve industrielle rencontre des obstacles importuns, les capitalistes et leurs avocats d'office ne se gênent pas pour sommer l'Etat d'arrêter les tendances dangereuses de cette loi "sacrée". »

C'est pourquoi dans la LCI nous nous battons pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme. La lutte pour défendre les ouvriers immigrés est aujourd'hui une tâche vitale pour la classe ouvrière tout entière. Nous nous battons pour : **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Non aux expulsions ! Libérez les immigrés détenus ! Syndiqués les non-syndiqués ! Flics, gardiens de prisons et vigiles, hors des syndicats ! Pour des mobilisations ouvrières/immigrées contre les attaques fascistes ! Du travail pour tous : pour une échelle mobile du temps de travail sans perte de salaire ! Expropriez la bourgeoisie — pour une économie socialiste planifiée au niveau international !** Dans tous les pays où nous sommes, la LCI se bat pour dénoncer le men-

songe de l'«unité nationale» entre les ouvriers et les patrons, et pour rallier le prolétariat à la solidarité avec les immigrés et les minorités opprimées. Par exemple, le 9 février dernier, dans la région de San Francisco, nos camarades américains ont organisé un rassemblement de front unique basé sur les syndicats sur les mots d'ordre suivants : «Les lois anti-terroristes visent les immigrés, les Noirs, le mouvement ouvrier — Non à la loi USA-Patriot et à la loi sur la sécurité maritime ! A bas la chasse aux sorcières anti-immigrés !»

En Europe il se passe des choses qui montrent la voie de la lutte des classes pour unir la classe ouvrière en défense de ses propres intérêts contre les attaques du capital. Depuis les métallos turcs et kurdes d'Allemagne jusqu'aux Asiatiques et aux Noirs travaillant dans les transports londoniens, les immigrés et leurs enfants sont une composante clé de secteurs stratégiques du prolétariat organisé. En Italie et en Allemagne, il y a des cas significatifs où des travailleurs ont rompu avec l'économisme étroit et le chauvinisme prônés par les bureaucrates syndicaux qui jouent leur rôle de «lieutenants ouvriers du capital». Ainsi en Italie, la fédération syndicale CGIL et les COBAS ont appelé à des grèves générales de la classe ouvrière et des immigrés contre la loi anti-immigrés de Bossi-Fini et contre les tentatives du gouvernement de Berlusconi de «flexibiliser» le marché du travail et d'intensifier l'exploitation en supprimant des acquis syndicaux gagnés dans d'âpres luttes ! Rifondazione comunista, sous la pression de la colère populaire, se trouve maintenant obligée d'appeler à des manifestations pour faire fermer des centres de détention pour lesquels elle avait elle-même voté auparavant. Le 20 juin dernier à Berlin, sur la

ment, ils se feront battre chacun de leur côté.»

Mais les réformistes et les directions traîtres du mouvement ouvrier font obstruction aux avancées dans cette voie de la lutte des classes. Ils organisent les grèves non pour combattre la domination capitaliste mais pour faire pression sur les politiciens capitalistes à qui, en dernière analyse, ils sont redevables. Ainsi les directions syndicales du SPD ont mis fin à la grève d'IG Metall qui en mai dernier avait uni les ouvriers allemands, turcs et kurdes dans la lutte, dès que Schröder, le chef du SPD, a fait savoir qu'une grève de longue durée ferait perdre de l'argent aux capitalistes allemands (n'est-ce pas précisément le but des grèves, d'attaquer les capitalistes au portefeuille ?), ce qui mettrait le SPD en mauvaise posture pour les prochaines élections législatives. De même en Italie, Bertinotti, le chef de Rifondazione comunista (RC), ne soutient les grèves contre Berlusconi que dans la perspective explicite de remettre en place une coalition gouvernementale de centre-gauche pour mieux gérer les intérêts capitalistes. L'aile gauche de RC, le groupe «Proposta», reconnaît aujourd'hui que RC porte une part de responsabilité dans les lois anti-immigrés votées lorsqu'elle soutenait le gouvernement Prodi, mais son rôle est de maintenir les militants de gauche dans le giron du réformisme de RC. Comme l'ont noté nos camarades italiens en parlant de Proposta, «leur perspective c'est de construire non pas un parti d'avant-garde léniniste pour mener les ouvriers au pouvoir, mais un «pôle de gauche», qui fasse pression sur les directions réformistes et contribue à les remettre à la tête du gouvernement capitaliste » (*Spartaco* n° 60, mai 2002).

Pour une lutte socialiste pour une Europe ouvrière !

On ne peut éradiquer la montée de la démagogie raciste, les attaques du gouvernement contre les immigrés et la terreur des bandes fascistes que dans une lutte victorieuse contre le système capitaliste. Cette perspective est le point de départ fondamental qui sépare la LCI de tous nos concurrents dans le mouvement ouvrier. Le milieu anarchiste fait souvent preuve d'un courage admirable dans les manifestations contre le pouvoir en place, mais il n'a pas de programme pour combattre efficacement et encore moins remplacer le système capitaliste. Au fond leur vision est celle de libéraux qui font des combats de rue : ils préfèrent au dégoûtant réformisme parlementaire en costard-cravate une politique de pression en exprimant une colère légitime lors des «sommets» gouvernementaux des capitalistes. Mais il ne suffit pas de protester, il faut avoir une perspective de lutte pour transformer la société, pour renverser le système capitaliste rapace et créer un Etat ouvrier, premier pas nécessaire sur la voie d'une société sans classes au niveau mondial. Les anciens partis staliniens et les partis sociaux-démocrates ont fait la paix avec le capitalisme depuis longtemps. D'ailleurs, ils l'ont administré dans toute l'Europe et ont intensifié les attaques contre la classe ouvrière et les immigrés. Nos concurrents pseudo-trotskyistes mènent leurs petites affaires à l'ombre de la social-démocratie parce que leur but n'est pas de forger un vrai parti léniniste en scissionnant la base des partis réformistes de leur direction procapitaliste, mais de faire pression sur leurs directions traîtres.

Sur la question de l'immigration, des groupes comme Pouvoir ouvrier appellent à «l'ouverture des frontières». C'est un mot d'ordre séduisant, mais ce que cela veut dire



Berlin, 13 mai : piquet de grève devant l'usine DaimlerChrysler. Les divisions ethniques peuvent être transcendées dans la lutte de classe.

Potsdamer Platz, un piquet de grève massif d'ouvriers du bâtiment allemands a fait échec à une tentative de manipuler des immigrés portugais pour en faire des briseurs de grève : les grévistes ont invité les Portugais à se battre, aux côtés du syndicat, pour les droits de tous les travailleurs, y compris les étrangers. Les ouvriers portugais ont applaudi et refusé de traverser le piquet de grève et les grévistes se sont écriés : «Vive la solidarité internationale». Comme l'ont dit nos camarades allemands dans leur tract à ces grévistes, cela montre que «les ouvriers allemands et immigrés ne peuvent faire avancer leurs intérêts qu'ensemble. Autre-

pour les pays du tiers-monde c'est de laisser la porte ouverte aux investisseurs impérialistes. A un niveau plus général, c'est un mot d'ordre utopique et réactionnaire réclamant un monde égalitaire dans le cadre du capitalisme. Répandre l'idée qu'on peut rendre le capitalisme plus humain ou rationnel, c'est rétrograde. Contrairement à des groupes comme Pouvoir ouvrier, qui fait de grands discours contre le racisme et avance des mots d'ordre comme « Ouverture des frontières » mais qui soutient politiquement les sociaux-démocrates chauvins, nous cherchons à mobiliser d'urgence la classe ouvrière pour qu'elle lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui parviennent à franchir les frontières. Nous cherchons aussi à faire comprendre que la source de l'exploitation de tous les travailleurs, c'est le système de production capitaliste, défendu jusqu'au bout par *l'Etat capitaliste*. Tant que nous n'aurons pas d'économie socialiste, planifiée au niveau international et basée sur la propriété collectivisée, on ne pourra pas abolir l'Etat ou les frontières nationales. L'Etat-nation est la base de l'organisation de l'économie capitaliste, et le nier c'est capituler devant les « démocrates » bourgeois confus. Comme Lénine le faisait remarquer dans

son discours d'avril 1917 sur la question nationale : « Que veut dire : "A bas les frontières" ? Ici commence l'anarchie [...]. Le mot d'ordre "A bas les frontières" sera juste quand la révolution socialiste deviendra une réalité ».

Contre la forteresse Europe capitaliste, notre perspective est de lutter pour *les Etats-Unis socialistes d'Europe*, comme premier pas vital vers la révolution socialiste mondiale. L'instrument qu'il faut pour conduire la classe ouvrière au pouvoir, ce sont des partis léninistes, guidés politiquement par un programme prolétarien, révolutionnaire et internationaliste. Nous nous battons pour reforgez la Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky. Malgré la régression actuelle de la conscience politique et l'immense fossé qu'il y a entre nos buts et les moyens que nous avons pour l'instant, il est évident que les travailleurs, les minorités opprimées et la jeunesse ne manquent pas de combativité et de volonté de se battre. Pour que leurs combats soient victorieux et que le piège de la politique de pression sur les réformistes ne fasse pas dérailler leurs luttes, il faut d'urgence construire une direction révolutionnaire. C'est ce pour quoi la LCI se bat, rien d'autre et rien de moins.

— 2 juillet 2002

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116 USA

Site web: www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6,
Canada

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

Spartacist Group Ireland

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10,
France

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à International Communist League
New York, USA

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115,
Japon

Grupo Espartaquista de México

Roberto García, Apdo. Postal N° 1251,
Admón. Palacio Postal 1, C.P. 06002, México D.F.,
Mexique

Spartacist/Moscou

Ecrire à la Ligue trotskyste de France, Paris, France

Spartakusowska Grupa Polski

Ecrire au Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands,
Berlin, Allemagne

Spartacist South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

من البدهى أن إعطاف بوش مؤخرًا نحو حل دبلوماسي ما هو إلا مجرد خدمة لصالح هجوم عسكري حاشد ضد العراق . والهجمات الإسرائيلية الأخيرة تأتي مباشرة في أعقاب قمة منظمة الدول العربية التي عارضت أي هجوم أمريكي ضد العراق .

إن الأمم المتحدة بالكاد، ليست البديل . فالأمم المتحدة هي التي صادقت على تأسيس دولة إسرائيل؛ إن الوحدات العسكرية التابعة للأمم المتحدة هي التي أشرت على تجريد المناضلين الفلسطينيين ليتم ذبحهم فيما بعد على أيدي الميليشيات اللبنانية المناهضة التي تم تنظيمها وتعبثها بواسطة شارون في صبرا وشاتيلا سنة ١٩٨٧؛ وهي نفس الأمم المتحدة التي فرضت على العراق، منذ أكثر من عقد، حصار التجويع الذي أودى بحياة أكثر من مليون من البشر . أما القوى الأوروبية، فإن إعتراضاتها الراهنة على السياسات الإسرائيلية والأمريكية ليست إلا محاولة التأكيد مرة أخرى على مصالحتها الإمبريالية الخاصة بالمنطقة التي كانت تحت إدارتها سابقا . الإصحاح الغوري لكل القوات الأمريكية وقوات الأمم المتحدة والحلف الأطلسي من الشرق الأوسط؛

بينما أصدرت قمة منظمة الدول العربية ببيروت قرارات خاوية تدعي الدفاع عن الفلسطينيين، فإن سياسة الأنظمة العربية كانت دائما إضطهاد اللاجئين الفلسطينيين داخل أقطارها . ففي عام ١٩٧٠ لقي عشرة آلاف من المناضلين الفلسطينيين حتفهم على يد الملكية الأردنية في مذبحه أيلول الأسود . وفي الحقيقة، إن الهدف من مساعدة هذه الأنظمة لـ "حق عودة" الفلسطينيين هو طرد الفلسطينيين من تلك البلدان . ففي أعقاب حرب الخليج مباشرة سنة ١٩٩١ أقام النظام الكويتي بطرد ما يقارب الـ ٧٠٠.٠٠٠ عامل فلسطيني وعائلاتهم .

إن المحتلين الصهاينة ومساند يهم الإمبرياليين قد دمروا كل ما يشبه من بعيد أو قريب أي أثر للعيش الكريم للفلسطينيين المحاصرين في الأحياء الفقيرة . الكثيرين منهم يحسون أنه لم يتبقى لديهم ما يخسرونه وهم على استعداد لتطويق أجسادهم بالمفتخرات لنيل من يعتقدون أنه العدو . وفي نظر الجماعات المعادية للسامية مثل حماس فإن العدو هو كل المواطنين اليهود بإسرائيل . حقيقة، إن الصهاينة يستغلون هذه الفظائع لخدمات أهدافهم . وفي الحقيقة، حتى زيارة شارون الإستغزانية للمسجد الأقصى /قبة الصخرة والتي اشعلت فتيل الإنتفاضة الحالية، فإن موجة التفجيرات الإنتحارية كادت أن تتوقف تماما . والآن، ليس فقط الإسلاميين المتعممين، بل أيضا الفلسطينيين العلمانيين، بما في ذلك النساء، هم الذين لا يجدون خيارا آخر إلا التضحية بأنفسهم وبالأخرين كييفاتفق في عمليات انتحارية . لكن هذه الاعتداءات لا تخدم غرضا سوى أن تسد أي شروخ في المجتمع الإسرائيلي، مثل الإحتجاجات الأخيرة ووسط الاحتياطين الإسرائيليين وأنصارهم ضد الإحتلال . كما أن هذه الاعتداءات تدفع بالمواطنين العربيين إلى أحضان الصهيونيين القوميين المخبولين .

مختلف التنظيمات التي تدعي اليسارية مثل المنظمة الإشتراكية العالمية وحزب عمال العالم تدعو إلى دولة ديموقراطية علمانية بإسرائيل والأراضي المحتلة . إن الرفع بخيار ديموقراطي في إطار النظام الرأسمالي (وتأجيل الخيار الإشتراكي لمستقبل بعيد جدا) يعيد للذاكرة برامج الأحزاب الشيوعية ذات القيادات الستالينية بالمنطقة والتي تبنت خيار الثورة عبر "مرحلتين" : في المرحلة الأولى يتم تنصيب الطبقة الحاكمة المحلية في السلطة، بزعم إعداد المسرح للثورة الإشتراكية . حقيقة ما حدث هو أن الأحزاب الشيوعية تحالفت مع القوميين العرب الذين قاموا بعدها ببيع الشيوعيين وأنصارهم بالطبقة العاملة . على العكس من ذلك فإن التروتسكيين ناضلوا دائما من أجل الاستقلال السياسي للطبقة العاملة . إن الطبقة العاملة، كمدافع عن كل المضطهدين، هي القوة الوحيدة التي تستطيع فتح الطريق للتحرر من الإستعباد الإمبريالي في العالم الثالث .

سوف لن يكون هناك عدل للشعب الفلسطيني في إطار النظام الرأسمالي . على العكس من ذلك، نظام الملكية الخاصة وإحتكار وسائل الإنتاج بالضرورة يتضمن في داخله عناصر القومية والدين مما يجعل من المستحيل تسوية النزاع بين المطالب القومية المتضاربة للشعب العربي الفلسطيني والشعب العبري . فقط عبر الإطاحة بالبرجوازية الإمبريالية وبكل الطبقات الحاكمة العربية على حد سواء العبري . يمكن إدراك حق تقرير المصير الوطني لهذه الشعوب والشعوب الأخرى المتعددة في المنطقة . إن تحقيق ذلك يحتم أن تكون في القيادة أحزاب عمالية ماركسية عالمية يكون من بين أهدافها هزيمة الإمبريالات الأجنبية المتعددة، وبالأخص الإمبريالية الأمريكية .

دافعوا عن الشعب الفلسطيني ؛ من أجل فدالية الشرق الأوسط الإشتراكية ؛

٣٠ مارس ٢٠٠٢

لا لتدخل أمريكا/الأمم المتحدة/الإتحاد الأوروبي فى الشرق الأوسط!

أمريكا: إرفعى يدك عن العراق!

دافعوا عن الشعب الفلسطينى! الجلء الفورى لكل القوات الإسرائيلىة والمستوطنين من الأراضى المحتلة!

بيان من العصبة الإسرائاكية بالولايات المتحدة

يجب على الطبقة العاملة العالمية أن تحشد صفوفها وبشكل عاجل للدفاع عن الشعب الفلسطينى ضد آلة الإرهاب العسكري الصهيونى . مستغلا مقتل ٢٢ من الإسرائيليين المدنيين الأبرياء فى مدينة نيتانيا العمالية فى يوم عيد الفصح اليهودى فى عملية إنتحارية لحماس -- إعتداء إجرامى خلىق بالعقلية القومية القاتلة للحكام الصهاينة -- أطلق الوزير الأول شارون عقال مئات من الوحدات العسكرية وعشرات من الدبابات والطائرات المروحية للإغارة على المركز العام للسلطة الفلسطينىة برام الله حيث ظل عرفات تحت الحبس منذ ديسمبر . بعد قتال عنيف إحتلت الوحدات العسكرية الإسرائيلىة المقر العام لعرفات فارضة عزلة شبه تامة على قائد منظمة التحرير الفلسطينىة فى غرفة بلا نوافذ . وفى ذات الوقت قامت الوحدات العسكرية الإسرائيلىة بإجتياحات أخرى شملت كل المدن الفلسطينىة بالضفة الغربىة .

إن نزوات الصهاينة الإبادة عبرت عن نفسها فى العنوان الإفتتاحى لمقال بقلم الوزير الأول السابق بنيامين نتياهو فى صحيفة "جيروسليم بوست" يوم ٢٩ مارس حيث يقول العنوان : "نهاية اللعبة" . لقد إستدعى شارون ما يزيد على ٢٠٠٠٠ إحتياطي للخدمة فى الأراضى المحتلة . بإستهداف السلطة للفلسطينىة التى أنشئت بموجب إتفاقات أوسلو للسلام المزعوم بهدف كبح جماح الأحياء الفلسطينىة الفقيرة لصالح القادة الصهاينة، فإن إجتياح شارون الدموى لرام الله من الممكن جدا أن يكون الخطوة الأولى نحو إعادة الإحتلال الإسرائيلى لمجمل الضفة الغربىة وقطاع غزة . إن منطق القومية الصهيونىة الرجعىة كان دائما معادلا ل"لبنسروم" هتلر ("المجال الحيوى") ، بمعنى، إبتخلص من كل الفلسطينىين فى المناطق التى تحتلها إسرائيل . إن المستوطنين الفاشستيين المسلحين حتى أسنانهم هم حرس المقدمة لهذه السياسة . إن العصبة الإسرائاكية تقف مدافعة عن الشعب الفلسطينى ضد المحتلين الصهاينة! الجلء الفورى لكل القوات العسكرية الإسرائيلىة والمستوطنين عن الأراضى المحتلة!

رد فعل المتحدثين الرسميين الفلسطينىين على هذا الوضع الياأس كان توجيه نداءات عاجزة إلى كل العالم، من الأنظمة البرجوازية العربىة إلى الأمم المتحدة، ومن الإتحاد الأوروبى إلى الإمبرياليين الأمريكىين ليكبحوا سعار الجزارين الصهاينة . فى حملتها لتنظيم التظاهرات التى عمت كل البلاد اليوم تضامنا مع حقوق الفلسطينىين، وجهت اللجنة الأمريكىة العربىة المناهضة للتمييز نداءا مباشرا لإدارة بوش مطالبة إياها "بالتدخل النشط لفرض القانون الدولى وقرارات الأمم المتحدة الداعية لوضع حد للإحتلال الإسرائيلى وحق تقرير المصير للشعب الفلسطينى" . إن توجيه النداء للإمبرياليين الأمريكىين الذين مولوا وسلحوا إسرائيل حتى النصل، والذين يواصلون شن حملات إعتقالات واسعة فى بلادهم ضد مئات من العرب والمهاجرين المسلمين فيما يسمى "الحرب ضد الإرهاب" يبين بوضوح الإفلاس التام للحلول القومية للمأزق الفلسطينى .